

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal, tenue en la salle de l'hôtel de ville, lundi le 2 juin 2014, à 20 h, à laquelle assistaient les conseillers Réginald Cotton, Nelson O'Connor, Patrice Quenneville et les conseillères Aline Perry et Carmelle Mathurin, formant quorum sous la présidence de M. le maire Daniel Côté.

Était absent le conseiller Ghislain Smith.

Étaient également présents, M. Jocelyn Villeneuve, directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement, M. Dave Ste-Croix, directeur des Services administratifs et M. Sébastien Fournier, directeur général et greffier-adjoint.

À 20 h, M. le Maire déclare la séance ouverte.

M. le Maire informe que les points suivants sont ajoutés aux affaires nouvelles :

- a) salle de spectacles de Gaspé – Aménagement de la billetterie et plan de salle;
- b) salle de spectacles de Gaspé lot 2 – Acceptation de demandes de changements aux travaux de construction no. 8;
- c) autorisation d'activités – Exercices militaire défense national ;
- d) offre de règlement – Mme Annick Synnott et M. René Cassivi ;
- e) opération de la cantine – Plage Haldimand ;

- f) conduite d'aqueduc et bornes fontaines – Quai de Sandy-Beach ;
- g) transport adapté et collectif de la Côte-de-Gaspé inc. – Nomination d'un représentant ;
- h) dépôt de deux (2) pétitions ;
- i) renouvellement de la convention collective ;

et que les points suivants sont rayés de l'ordre du jour :

4.- b) état des revenus et dépenses ;

8.4 b) signalisation préventive – Domaine de l'aéroport ;

Et que le titre du point 8.4 a) doit se lire comme suit :

4 collectes gratuites des CRD pendant les samedis durant l'été à Rivière-au-Renard et au LET.

Les points à l'ordre du jour sont donc les suivants :

**1.- OUVERTURE DE LA SÉANCE**

**2.- ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

**3.- ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES PRÉCÉDENTES**

**4.- RAPPORT DU MAIRE ET INFORMATION AU CONSEIL**

- a) rapport du maire;

**5.- RAPPORT DES CONSEILLERS ET/OU QUESTIONS AUX OFFICIERS**

**6.- ACCEPTATION DES COMPTES**

- a) comptes du mois;

**7.- OUVERTURE, ÉTUDE ET/OU ACCEPTATION DES SOUMISSIONS**

- a) ouverture de soumissions – Réaménagement d'un tributaire du Ruisseau Beaudry;
- b) ouverture de soumission – rapiéçage mécanisé en 2014;
- c) acceptation de soumission – fourniture de matériel pour la construction de chemin dans les cellules pour le lieu d'enfouissement technique (LET) de Gaspé
- d) acceptation de soumission – fourniture de matériel de recouvrement journalier pour le lieu d'enfouissement technique (LET) de Gaspé;

**8.- SERVICES MUNICIPAUX**

**8.1 Protection contre les incendies**

## **8.2 Urbanisme, aménagement et environnement**

## **8.3 Loisirs et culture**

## **8.4 Travaux publics**

- a) 4 collectes gratuites de CRD pendant les samedis durant l'été à Rivière-au-Renard et au LET;
- b) travaux de pose de conduite d'égout sanitaire dans l'emprise de la ville au 465, boulevard de Petit-Cap;
- c) approbation des honoraires supplémentaires – automatisation des pompes du poste de pompage du boulevard de Gaspé – salle de spectacle;
- d) acceptation du rapport d'avant-projet d'enfouissement de fils pour la rue Harbour;

## **8.5 Services administratifs**

- a) demande du Comité des loisirs 2002 de l'Anse-au-Griffon;
- b) ordonnance au trésorier – Vente des immeubles pour défaut de paiement des taxes municipales;
- c) acceptation du rapport du vérificateur et du rapport financier de la Ville de Gaspé;

## **8.6 Services juridiques et Greffe**

- a) protocole d'entente – Terrasses rue de la Reine;
- b) autorisation d'activités – Festival Country de Douglastown;
- c) vente d'un terrain acquis des inondations de 2007 – Lot 2 937 490, cadastre du Québec;
- d) abrogation de la résolution 14-05-23 (vente d'un terrain acquis des inondations de 2207 – Lot 2 937 364, cadastre du Québec);
- e) Soumission – Vente des lots 384-4, partie et 384-6, partie, canton de Fox – Matricule 0732-89-2812

## **8.7 Direction générale**

- a) maintien des services et de la fréquence des autobus de la compagnie Autocars Orléans Express inc. dans la Ville de Gaspé et en Gaspésie;
- b) aide financière – Musique du bout du monde;
- c) aide financière au manoir Le Boutillier – Aménagement d'un écran végétal;
- d) intégration des travaux du ministère des transports au projet de Berceau du Canada;

## **9.- ADOPTION DES RÈGLEMENTS**

- a) règlement amendant le règlement sur les usages conditionnels 1172-12 en remplaçant l'article **2.5.2 RÈGLES D'APPLICATION**, en remplaçant le premier paragraphe de l'article **2.5.3 CRITÈRES D'ÉVALUATION** et en ajoutant l'article **2.7 DISPOSITIONS APPLICABLES POUR L'USAGE DE VENTE AU DÉTAIL DE VÉHICULES À MOTEURS (551) DANS LA ZONE PA-144**;
- b) règlement décrétant des dépenses en immobilisations (travaux de voirie et de drainage) et un emprunt de 220 000 \$;
- c) règlement amendant le règlement de zonage 1156-11 en agrandissant la zone P-249 à même une partie de la zone HC-246, en modifiant les usages autorisés dans la zone P-249 afin d'y permettre les habitations bifamiliales, trifamiliales et les habitations multifamiliales et collectives;

## **10.- AVIS DE MOTION**

## **11.- RAPPORT DES COMITÉS**

## **12.- AFFAIRES NOUVELLES**

- a) salle de spectacles de Gaspé – Aménagement de la billetterie et plan de salle;
- b) salle de spectacles de Gaspé lot 2 – Acceptation de demandes de changements aux travaux de construction no. 8;
- c) autorisation d'activités – Exercices militaire défense national ;
- d) offre de règlement – Mme Annick Synnott et M. René Cassivi ;
- e) opération de la cantine – Plage Haldimand ;
- f) conduite d'aqueduc et bornes fontaines – Quai de Sandy-Beach ;
- g) transport adapté et collectif de la Côte-de-Gaspé inc. – Nomination d'un représentant ;
- h) embauche d'une personne au poste de contremaître à la voirie et aux opérations des travaux publics ;
- i) installation d'un dos d'âne – Rue de l'Envol ;
- h) dépôt de deux (2) pétitions ;
- i) renouvellement de la convention collective ;

## **13.- QUESTIONS DU PUBLIC**

RÉS. 14-06-01

### **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

IL est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE l'ordre du jour décrit ci-dessus soit adopté.

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX  
DES SÉANCES PRÉCÉDENTES

IL est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE les procès-verbaux des séances du Conseil municipal tenues les 5 et 20 mai 2014, résolutions 14-05-01 à 14-05-54 inclusivement, soient adoptés tels que rédigés.

RAPPORT DU MAIRE

M. le Maire fait le point :

Bon début de mois!

Plusieurs dossiers nous occupent ces temps-ci, et certains avancent à un rythme très soutenu

HYDROCARBURES

- Responsabilité provinciale
- Industrie et gouvernement n'ont pas besoin de l'aval de la municipalité
- Appartient au gouvernement de décider du développement de cette filière
- Comme municipalité, on a déjà dit tout ce qu'on avait à dire :
- Pas à l'aise avec un développement en secteur résidentiel
- Pas la meilleure façon de développer l'industrie de façon durable
- Mais c'est au gouvernement de décider : pas à la municipalité!
- On va respecter la décision du gouvernement
- Municipalité peut décider de l'implantation d'une carrière, d'un magasin ou d'une maison, mais aucun pouvoir au niveau de l'implantation d'un puits de pétrole : exception à la Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme.
- Donc, on a les mains liées aux décisions gouvernementales
- Étude hydrogéologique
- Venue nous rassurer sur certains éléments
- Par contre, concerne seulement le futur puits Haldimand 4, avec une localisation géographique bien précise et une méthode de forage particulière, sans fracturation
- Si on déplace le trou, l'étude n'est plus bonne ; si on change de méthode, l'étude n'est plus bonne... D'où l'importance de continuer de bien protéger notre territoire et notre eau potable
- Règlement municipal sur l'eau potable
- Important de conserver notre règlement municipal sur l'eau potable, qui englobe TOUT LE TERRITOIRE

- Le règlement municipal n'a pas été fait pour Haldimand, mais pour tout le territoire municipal
- On n'a jamais empêché les forages ; seulement empêché de contaminer l'eau potable
- L'étude hydrogéologique nous a donné plusieurs réponses rassurantes, et on sait qu'on peut minimiser les risques de contamination. On fond, ça répond à plusieurs des questions auxquelles on demandait de répondre avec notre règlement ; c'est donc un signe que l'industrie pouvait et peut encore se soumettre à notre règlement municipal.
- Plan de match gouvernemental
- Le gouvernement du Québec semble avoir pris en main le développement de la filière des hydrocarbures avec un plan de match qui a été dévoilé la semaine dernière
- À 1re vue, ça semble aller dans le sens de ce que souhaitaient plusieurs municipalités, dont la Ville de Gaspé
- Règlement provincial sur l'eau potable : si couvre tous les éléments du règlement municipal actuel, pourrait rendre le nôtre inopérant. On n'a pas l'intention de faire de débats théoriques devant les tribunaux si on a un règlement provincial couvrant tous les aspects de notre règlement municipal...
- Évaluation environnementale stratégique (ÉES) : très important. On va voir comment ça va s'articuler, mais normalement, ça tient compte aux 3 éléments de base du développement durable : les retombées économiques, le respect des populations (acceptabilité sociale) et le respect de l'environnement.
- On va donc voir, dans les prochaines semaines, comment tout ça va s'articuler et on va s'adapter à l'évolution du cours des choses.
- Bref, comme on l'a toujours dit, ce dossier-là est de la responsabilité du gouvernement provincial, clairement et uniquement. On a déjà dit à maintes reprises quelles balises on y mettrait si on en avait le pouvoir. On n'est pas contre le développement, mais on veut qu'il soit bien fait, qu'il respecte les populations, qu'il respecte l'environnement et l'eau potable, et qu'il génère aussi des retombées économiques pour les milieux qui assument les risques inhérents à ce type d'activités. Bref, que l'industrie et le gouvernement du Québec développent cette filière de façon responsable et respectueuse des populations actuelles, mais aussi des générations futures.

#### BERCEAU DU CANADA

- Les nouvelles sont +/- bonnes du côté du MTQ pour les travaux qui devaient être faits en 2014, donc pour le tronçon de route allant du McDonald jusqu'aux environs du pont de Gaspé. On est toujours en discussions au niveau des lampadaires décoratifs et de l'apparence des feux de circulation : on souhaite quelque chose qui s'intègre bien au nouveau décor qu'on est en train de donner à ce secteur.
- Par contre, les travaux qui étaient débutés, soit tout le secteur de la nouvelle courbe et de l'aménagement de la maison historique

d'Horatio LeBoutillier, les travaux vont bon train et devraient se terminer dans les prochaines semaines.

- On attend aussi des nouvelles d'Hydro-Québec pour l'électrification du site et pour tout le volet de l'enfouissement des fils électriques de la rue Harbour. On est au mois de juin et ça commence sérieusement à presser si on veut être en mesure de commencer à offrir des activités intéressantes sur ce site-là cet été.
- Quant au volet interprétation et animation, les gens de la Corporation Gaspé Berceau du Canada, avec M. Sinnett en tête, travaillent fort pour livrer la marchandise pour cet été. Comme le chantier d'infrastructure n'est pas complété et que tous les aménagements interprétatifs sont toujours en travail, et comme le financement de tous les partenaires n'est pas encore tout confirmé pour l'opération du site, il est difficile d'en dire plus pour le moment.
- Mais disons que le dossier demeure prioritaire on qu'on continue de souhaiter offrir le maximum possible pour cet été aux citoyens et aux touristes, malgré les quelques embûches qu'il reste à surmonter.

#### PLAN DE REVITALISATION DE RIVIÈRE-AU-RENARD

- Du côté de Rivière-au-Renard, la Corporation de développement continue d'avancer avec le projet de revitalisation du village. Ça chemine bien et on continue de progresser ensemble dans ce beau projet. J'ai d'ailleurs présenté le projet à notre ministre régional, qui est aussi responsable de la prochaine Stratégie maritime du gouvernement du Québec. Le projet nous paraît cadrer parfaitement dans cette Stratégie, et on souhaite qu'il en devienne un élément phare, Rivière-au-Renard étant la Capitale des pêches maritimes du Québec.
- Un élément spécifique que nous avons travaillé plus à fond récemment est la traverse maritime avec Anticosti et Havre-St-Pierre. On devrait avoir de nouveaux développements à ce sujet au cours du mois de juin. Dossier à suivre!

#### ÉTATS FINANCIERS

- Dernier dossier pour ce soir : on a reçu nos états financiers pour l'année 2013.
- Santé financière de la Ville demeure très bonne :
- Surplus 2013 de 1,2 M\$
- Surplus non affecté accumulé de 3,7 M\$
- Pas exceptionnellement élevé ni faible : juste normal considérant la grandeur du budget municipal.
- Bref, la situation financière est bonne, et ces surplus sont juste « corrects » par rapport aux défis qui nous attendent ces prochaines années, notamment avec la mise à norme de nos réseaux d'eau potable, la prochaine mise à niveau de nos arénas, etc.
- On va donc continuer de « gérer serré » pour les prochaines années, en administrant de façon responsable les fonds publics. Notre principal défi sera de trouver de nouveaux revenus tout en

épargnant le plus possible les contribuables. Le nouveau pacte fiscal Québec-municipalités viendra peut-être nous donner des réponses à cette question! Espérons-le!

En terminant :

- Félicitations à la Maison aux Lilas de L'Anse-au-Griffon ainsi qu'à Pierre-Luc Synnott pour leurs prix régionaux au Gala des Prix ExcÉlan en loisirs et en sports. Bénévoles dévoués qui font la différence dans notre milieu : bravo et bonne continuité!
- Bonne Semaine des Personnes handicapées! Vivre à part entière ; plan d'action municipal
- Bonne Semaine de la Municipalité! Beaucoup d'activités!
- Bonne fin d'année scolaire à tous les jeunes du primaire et du secondaire et aux enseignants!
- Bon début d'été à tout le monde!

#### RAPPORT DES CONSEILLERS ET/OU QUESTIONS AUX OFFICIERS

Le conseiller Patrice Quenneville :

- Fais le point sur le dossier des fosses septiques.

Le conseiller Nelson O'Connor :

- Réunion de la Régie intermunicipale des matières résiduelles de la Gaspésie.
- Rencontre de travail avec les travaux publics.
- Rencontres du conseil municipal.
- Rencontre avec Stéphane Marchand du Parc National Forillon concernant les travaux dans le parc cet été, investissement de 15 millions sur les routes.
- Lancement de la programmation du FMBM.
- Rencontre concernant le dossier des fosses septiques.
- Pont Beaudry, possible de faire une demande au MTQ, si travaux vont se réaliser cet été.

La conseillère Aline Perry :

- Rencontres régulières du conseil municipal.
- Rencontres avec des citoyens.
- C.A. de C.D. Spectacles.
- Lancement de la programmation du FMBM.
- Lancement de la saison touristique par la CCTG.
- A assisté au congrès de l'UMQ à Gatineau.
- A assisté à l'opération nettoyage organisée par les quartiers 5 et 6.
- Rencontre du CCU.

Le conseiller Réginald Cotton :

- A représenté le conseil municipal au souper de la fête des mères organisé par les Chevaliers de Colomb de Rivière-au-Renard.
- Rencontre de travail avec les travaux publics.
- Rencontre lutte contre la pauvreté.
- Rencontre avec les gens de la corporation de Rivière-au-Renard.
- Parle du dépliant du NPD concernant le sauvetage de la station maritime de Rivière-au-Renard.



- Rencontre du conseil.

La conseillère Carmelle Mathurin :

- Rencontres du Conseil municipal.
- A assisté à la rencontre concernant l'étude hydrogéologique concernant l'eau potable à Haldimand.
- Rencontre de la SADC.
- Rencontre concernant la lutte à la pauvreté.
- A assisté à la ré-ouverture de la bibliothèque de Petit-Cap.

RÉS. 14-06-03

#### ACCEPTATION COMPTES DU MOIS

CONSIDÉRANT les dépenses reliées aux activités financières au montant de 832 408.67 \$

- Activités financières régulières : 832 408.67 \$

CONSIDÉRANT les dépenses reliées aux activités d'investissement au montant de 1 030 715.42

- Activités d'investissements réguliers : 1 030 715.42 \$

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil autorise le paiement des dépenses reliées aux activités financières non autrement autorisées au montant de 26 786.73 \$ dont :

- Activités financières régulières : 26 786.73 \$

QUE le Conseil prenne connaissance des dépenses engagées en vertu du règlement 1075-09 (délégation de pouvoir) :

- Activités financières : 805 621.94 \$
- Activités d'investissement : 1 030 715.42 \$

NOTE

#### OUVERTURE DE SOUMISSIONS – RÉAMÉNAGEMENT D'UN TRIBUTAIRE DU RUISSEAU BEAUDRY

Ce point est remis à une prochaine séance de ce Conseil.

RÉS. 14-06-04

#### OUVERTURE DE SOUMISSION- RAPIÉÇAGE MÉCANISÉ EN 2014

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'intervenir afin de régulariser certaines conditions de détérioration de rues à l'aide de travaux de rapiéçage mécanisé;

CONSIDÉRANT QUE les rues en annexe ont été priorisées étant donné leur état de détérioration;

CONSIDÉRANT QUE suite à un appel d'offres public, la Ville a reçu une seule soumission;

CONSIDÉRANT la soumission reçue de Pavages Beau-Bassin Division de construction DJL inc. pour le rapiéçage mécanisé 2014 au montant de 895 049.55 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil accepte la soumission de Pavage Beau-Bassin Division de construction DJL inc. pour le rapiéçage mécanisé 2014 au montant de 895 049.55 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense soit imputée au règlement 1214-13.

RÉS. 14-06-05

ACCEPTATION DE SOUMISSION-  
FOURNITURE DE MATÉRIEL POUR LA CONSTRUCTION  
DE CHEMIN DANS LES CELLULES POUR LE LIEU  
D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE (LET) DE GASPÉ

CONSIDÉRANT QUE la Ville doit recouvrir les déchets pour la construction de chemin dans les cellules et utilise 2 000 tonnes métriques/année de matériel;

CONSIDÉRANT QU'il est requis pour les soumissionnaires de fournir les documents suivants :  
certificat d'autorisation pour l'exploitation d'une sablière avec procédés mobiles de concassage et de tamisage;  
l'analyse d'échantillonnage pour les granulats et perméabilités du matériel de recouvrement;

CONSIDÉRANT QUE suite à un appel d'offres sur invitation, trois (3) soumissionnaires ont soumis des propositions;

CONSIDÉRANT QUE la compagnie Les Transports Luc Tapp n'a pas fourni le certificat d'autorisation et l'analyse d'échantillonnage;

CONSIDÉRANT QUE la compagnie Francis Annett n'a pas fourni l'analyse d'échantillonnage sur le produit équivalent à 21 240 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QU'après l'ouverture des offres quantitatives, les prix soumissionnés s'établissent comme suit :

Les Transport Luc Tapp : non conforme

Ivan & Gary Mckoy : 30 300 \$ plus les taxes applicables.

Francis Annett : 29 200 \$ plus les taxes applicables.

Francis Annett : 21 240 \$ plus les taxes applicables : non conforme.

CONSIDÉRANT QUE le mandat est octroyé à la firme ayant le prix final le plus bas et la soumission conforme au devis;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal octroie le mandat de fourniture de matériel pour la construction de chemin dans les cellules pour le lieu d'enfouissement technique (LET) de Gaspé à la compagnie Francis Annett au montant de 29 200 \$ plus les taxes applicables.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

QUE le tout soit conditionnel à l'approbation de la Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie.

RÉS. 14-06-06

ACCEPTATION DE SOUMISSION – FOURNITURE  
DE MATÉRIEL DE RECOUVREMENT JOURNALIER  
POUR LE LIEU D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE  
(LET) DE GASPÉ

CONSIDÉRANT QUE la Ville doit recouvrir les déchets d'une couche de matériel journalier et utilise 4 000 tonnes métriques /année de matériel;

CONSIDÉRANT QUE la Ville a optée pour le choix du matériel de recouvrement du bordereau " A " pour ce devis;

CONSIDÉRANT QU'il est requis pour les soumissionnaires de fournir les documents suivants :  
certificat d'autorisation pour l'exploitation d'une sablière avec procédés mobiles de concassage et de tamisage et l'analyse d'échantillonnage pour les granulats et perméabilités du matériel de recouvrement;

CONSIDÉRANT QUE suite à un appel d'offres sur invitation, trois (3) soumissionnaires ont soumis des propositions;

CONSIDÉRANT QUE la compagnie Les Transport Luc Tapp n'a pas fourni le certificat d'autorisation et l'analyse d'échantillonnage;

CONSIDÉRANT QU'après l'ouverture des offres quantitatives, les prix soumissionnés s'établissent comme suit :

Les Transport Luc Tapp : non conforme

Ivan & Gary Mckoy : 48 000 \$ plus les taxes applicables

Francis Annett : 49 120 \$ plus les taxes applicables

CONSIDÉRANT QUE le mandat est octroyé à la firme ayant le prix final le plus bas et la soumission conforme au devis;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal octroie le mandat de fourniture de matériel de recouvrement journalier pour le lieu d'enfouissement technique (LET) de Gaspé à la compagnie Ivan & Gary Mckoy au montant maximum de 48 000 \$ plus les taxes applicables;

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

QUE le tout soit conditionnel à l'approbation de la Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie.

RÉS. 14-06-07

4 COLLECTES GRATUITES DE CRD PENDANT LES SAMEDIS  
DURANT L'ÉTÉ À RIVIÈRE-AU-RENARD ET AU LET

CONSIDÉRANT QUE ce service est uniquement pour les citoyens de la ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT la distance du lieu d'enfouissement technique pour les utilisateurs du secteur nord;

CONSIDÉRANT QUE cette pratique est en place depuis plusieurs années;

CONSIDÉRANT QUE le projet est passé de 4 collectes au total comparativement à 5 pour l'an passé;

CONSIDÉRANT QUE le site clôturé permettra un meilleur contrôle;

CONSIDÉRANT QUE le même service sera offert au LET à la population du secteur sud de la Ville;

CONSIDÉRANT QUE la Ville veut éviter les dépôts clandestins;

CONSIDÉRANT QUE lors des deux dernières années, le dernier samedi de juillet n'a pas été achalandé durant la période de vacances;

CONSIDÉRANT le faible tonnage du dernier samedi de juillet, la Ville propose d'augmenter la publicité des 4 autres samedis afin de recueillir autant ou même plus de matériaux de construction durant le prochain été;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise la tenue de 4 collectes gratuites de CRD les samedis à Rivière-au-Renard et au lieu d'enfouissement technique de Gaspé aux dates suivantes : 5 et 19 juillet, 9 et 23 août 2014.

RÉS. 14-06-08

TRAVAUX DE POSE DE CONDUITE D'ÉGOUT SANITAIRE  
DANS L'EMPRISE DE LA VILLE AU  
465, BOULEVARD DE PETIT-CAP

CONSIDÉRANT QUE la propriété sise au 465, boulevard de Petit-Cap apporte des modifications et qu'elle pourra être desservie par le réseau d'égout;

CONSIDÉRANT QUE lors de la réfection des infrastructures, aucune entrée de service sanitaire n'a été installée (car le niveau de la maison ne permettant pas qu'elle soit desservie de façon gravitaire);

CONSIDÉRANT QUE les conduites sont du côté opposé du boulevard, les coûts de mise en place sont importants et que si une entrée de service avait été mise lors de la réfection, les coûts auraient été assumés par la Ville;

CONSIDÉRANT QU'UNE demande de prix par les propriétaires auprès d'un entrepreneur local a été faite et que les travaux sont évalués à 17 910.31 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE pour compenser le fait que l'entrée de service n'a pas été mise en place lors de travaux, la Ville de Gaspé assumerait 50 % du montant de mise en place pour un montant 8 955.16 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE les propriétaires ont confirmé qu'ils assumeront l'autre 50 % des travaux;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal accepte de défrayer la moitié des coûts de la mise en place d'une entrée de service pour la propriété sise au 465, boulevard Petit-Cap pour un montant de 8 955.16 \$ plus les taxes applicables.

QUE les montants soient payés au propriétaire sur présentation d'une preuve de paiement des travaux à l'entrepreneur.

QUE le montant soit imputé au code budgétaire 02-413-00-649.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 14-06-09

APPROBATION DES HONORAIRES SUPPLÉMENTAIRES –  
AUTOMATISATION DES POMPES DU POSTE DE  
POMPAGE DU BOULEVARD DE GASPÉ –  
SALLE DE SPECTACLE

CONSIDÉRANT QUE la Ville a octroyé un mandat à la firme Kwatroe pour faire les plans, devis et la surveillance pour le volet ingénierie du projet de la salle de spectacle;

CONSIDÉRANT QUE pour que le système de protection incendie soit opérationnel le poste de pompage du boulevard de Gaspé doit pouvoir être automatisé;

CONSIDÉRANT QUE pour mener à bien cette modification nous devons avoir des plans et devis et que Kwatroe a déposé une offre de service de 6 500 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise les honoraires supplémentaires pour la conception et la surveillance des travaux d'automatisation du poste du pompage du boulevard de Gaspé pour un montant de 6 500 \$ plus les taxes applicables.

QUE le montant soit imputable au règlement 1109-10.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 14-06-10

ACCEPTATION DU RAPPORT D'AVANT-PROJET  
D'ENFOUISSEMENT DE FILS POUR LA RUE HARBOUR

CONSIDÉRANT le projet d'enfouissement des réseaux câblés sur la rue de la Harbour;

CONSIDÉRANT QU'une demande a été effectuée par le biais du programme « Patrimonial »;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction de la rue Harbour devraient débuter à l'automne 2014;

CONSIDÉRANT QUE les estimations du coût des travaux ont été déposées par Hydro-Québec, pour la totalité des travaux (Bell, Telus et Cogeco inclus) et que celles-ci s'élèvent à 1 863 374 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE la portion estimée des coûts payés par la Ville de Gaspé pour les tiers (Cogeco et Telus) est de 425 052 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE le montant disponible dans le règlement d'emprunt pour ces items est de 53 850 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QU'UN montant de 371 202 \$ plus les taxes applicables supplémentaires pourrait être nécessaire pour mener à bien ce projet.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville de Gaspé prononce l'acceptation du rapport d'avant-projet d'enfouissement de fils pour la rue Harbour.

QUE la Ville modifie le règlement d'emprunt actuel ou effectue les démarches nécessaires pour l'obtention d'un nouveau règlement d'emprunt pour un montant maximum de 371 202 \$ plus les taxes applicables.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 14-06-11

DEMANDE DU COMITÉ DES LOISIRS 2002  
DE L'ANSE-AU-GRIFFON

CONSIDÉRANT QUE le comité des loisirs 2002 de l'Anse-au-Griffon désire faire l'acquisition de tables et de chaises;

CONSIDÉRANT QUE les achats s'élèvent à 1 700 \$;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accepte de verser une aide financière de 1 700 \$ au Comité des loisirs 2002 de l'Anse-au-Griffon, et que cette somme soit prise à même la réserve d'immobilisations du quartier #3.

RÉS. 14-06-12

ORDONNANCE AU TRÉSORIER –  
VENTE DES IMMEUBLES POUR DÉFAUT DE  
PAIEMENT DES TAXES MUNICIPALES

CONSIDÉRANT QUE le trésorier a préparé un échéancier en vue d'une vente pour non-paiement des taxes municipales pour les arrérages dus au 31 décembre 2013;

CONSIDÉRANT QUE la première étape serait d'autoriser, par résolution, le trésorier à aviser les contribuables concernés que des procédures de vente pour non-paiement des taxes municipales seront amorcées et de les informer de l'échéancier;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil autorise le Trésorier à aviser les contribuables concernés que des procédures de vente pour non-paiement des taxes municipales seront amorcées et de les informer de l'échéancier.

RÉS. 14-06-13

ACCEPTATION DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR  
ET DU RAPPORT FINANCIER DE LA VILLE DE GASPÉ

CONSIDÉRANT QU'il est prévu à l'article 108.3 de la Loi sur les cités et villes que le vérificateur doit transmettre au trésorier le rapport de vérification sur les états financiers pour l'année se terminant le 31 décembre 2013;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 105.1 de la même loi, le trésorier doit déposer au Conseil le rapport du vérificateur ainsi que les états financiers pour l'année de référence;

CONSIDÉRANT QU'à titre d'information, le rapport du vérificateur conclut que « ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en comptabilité municipale au Québec »;

CONSIDÉRANT QUE quant aux états financiers consolidés, ils démontrent au niveau des activités financières, des revenus de 38 042 097 \$, des dépenses de fonctionnement de 40 364 471 \$, des revenus d'investissement de 10 064 814 \$, un amortissement des immobilisations de 4 964 436 \$, un remboursement de la dette à long terme de 2 493 753 \$, des affectations nettes de 806 872 \$, d'autres éléments de conciliation de 290 722 \$ laissant un excédent net de 1 245 903 \$ pour l'année 2013;

CONSIDÉRANT QUE l'état des surplus montre un surplus accumulé et des réserves financières de 7 860 937 \$, un montant à pourvoir dans le futur de 0 \$, un financement des investissements en cours de (6 072 756 \$), un investissement net dans les éléments d'actif à long terme de 78 283 804 \$ ce qui donne un avoir des contribuables au 31 décembre 2013 de 80 071 985 \$;

CONSIDÉRANT QUE les états financiers indiquent une augmentation des actifs non financiers de 12 032 906 \$ lesquels totalisent 110 764 753 \$ à la fin de l'exercice financier et que la dette à long terme a augmenté de 9 964 926 \$ passant de 34 998 584 \$ à 44 963 510 \$ à la fin de la période;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil accepte le rapport du vérificateur et le rapport financier de la Ville pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2013.

RÉS. 14-06-14

PROTOCOLE D'ENTENTE –  
TERRASSES RUE DE LA REINE

CONSIDÉRANT l'adoption du règlement 1241-14, règlement permettant d'autoriser l'occupation de certaines parties du domaine public de la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE l'autorisation émise en vertu du règlement susdit se fait par la signature d'un protocole d'entente;

CONSIDÉRANT le protocole d'entente soumis;

CONSIDÉRANT QU'il faut abroger la résolution 13-05-13;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement soit autorisé à émettre des autorisations par voie de protocole d'entente pour l'installation temporaire de terrasses sur une partie de la rue de la Reine et l'installation permanente de terrasses situées hors de l'emprise du trottoir.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer lesdits protocoles d'entente au nom de la Ville de Gaspé.

QUE la signature de tels protocoles soit conditionnelle au respect des formalités applicables.

QUE la résolution 13-05-13 soit abrogée.

RÉS. 14-06-15

AUTORISATION D'ACTIVITÉS –  
FESTIVAL COUNTRY DE DOUGLASTOWN

CONSIDÉRANT la résolution 09-07-08;

CONSIDÉRANT les activités qui seront organisées par le comité du Festival Country de Douglastown sur le site de la patinoire de Douglastown ainsi que dans le bâtiment adjacent à cette patinoire;

CONSIDÉRANT le règlement 736-99 de la Ville de Gaspé qui légifère le bruit sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE le festival se tiendra du 17 au 19 juillet 2014 ;

CONSIDÉRANT QUE les activités débiteront à midi tous les jours pour se terminer à 2h00 le jeudi et à 3h00 le vendredi et samedi ;

CONSIDÉRANT QUE le comité a fait une demande pour que ses activités puissent se terminer à 2h00 le 17 juillet et à 3h00 les 18 et 19 juillet 2014 ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le comité du Festival Country de Douglastown à terminer ses activités à 2h00 le 17 juillet et à 3h00 les 18



et 19 juillet 2014, sur le site de la patinoire de Douglastown ainsi que dans le bâtiment adjacent à cette patinoire.

RÉS. 14-06-16

VENTE D'UN TERRAIN ACQUIS DES INONDATIONS DE 2007 –  
LOT 2 937 490, CADASTRE DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Étienne Gauthier désire se porter acquéreur du lot 2 937 490, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE ce lot appartenait autrefois à Monsieur Gauthier et qu'il a été cédé à la Ville suite aux inondations de 2007;

CONSIDÉRANT QU'aux termes de la résolution 11-05-12, la Ville a adopté sa politique de vente de terrains acquis des inondations de 2007 ;

CONSIDÉRANT QUE les différents services de la Ville ont émis un avis favorable à la vente de ce terrain ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville vende à Monsieur Étienne Gauthier le lot 2 937 490, cadastre du Québec pour une somme de 2 600 \$ laquelle correspond au moindre des montants suivants :

- évaluation municipale du terrain au jour de la transaction

Ou

- le montant reçu par les sinistrés pour ce terrain, en vertu du décret 758-2007 de la Sécurité civile

QUE la vente soit faite sans aucune garantie légale, aux risques et périls de l'acquéreur.

QUE les frais de notaire et d'arpentage, s'il y a lieu, soient à la charge de l'acquéreur.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 14-06-17

ABROGATION DE LA RÉSOLUTION 14-05-23  
(VENTE D'UN TERRAIN ACQUIS DES INONDATIONS DE 2007) –  
LOT 2 937 364, CADASTRE DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT la résolution 14-05-23;

CONSIDÉRANT la correspondance du 15 mai 2014 de l'acquéreur se désistant de sa demande d'acquérir le lot 2 937 364, cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'abroger la résolution 14-05-23 ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal abroge la résolution 14-05-23.

SOUSSION – VENTE DES LOTS 384-4, PARTIE ET  
384-6, PARTIE, CANTON DE FOX –  
MATRICULE 0732-89-2812

CONSIDÉRANT QU'un contribuable désire faire l'acquisition des lots 384-4, partie et 384-6, partie, canton de Fox (matricule 0732-89-2812);

CONSIDÉRANT QUE conformément à la politique de vente de propriétés municipales autres que les parcelles de route désaffectée, l'avis des services de la Ville a été sollicité et aucune objection n'a été soulevée;

CONSIDÉRANT QUE le terrain ne bénéficie pas de droit acquis à la construction;

CONSIDÉRANT QUE conformément à la politique de vente susdite, ce terrain doit être offert aux voisins contigus avec un prix de départ ne devant pas être moindre que le plus élevé de l'évaluation municipale ou du prix d'acquisition de l'immeuble concerné;

CONSIDÉRANT QUE l'évaluation municipale est de 2 400 \$;

CONSIDÉRANT QUE suite à une offre de vente sur invitation des terrains susdits, la Ville a reçu les offres suivantes :

- Transport Dupuis & Dupuis inc. au montant de 2 475 \$, plus les taxes applicables
- M. Germain Cloutier au montant de 2 425 \$, plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE l'offre de Transport Dupuis & Dupuis inc. au montant de 2 475 \$, plus les taxes applicables, s'avère conforme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal accepte de vendre à Transport Dupuis & Dupuis inc. un terrain vacant étant constitué des lots 384-4, partie et 384-6, partie, canton de Fox (matricule 0732-89-2812), pour un montant de 2 475 \$, plus les taxes applicables.

QUE les conditions et obligations stipulées sur l'invitation et sur le formulaire de soumission devront faire partie de l'acte de vente.

QUE la vente soit faite sans aucune garantie légale, et aux risques et périls de l'acquéreur.

QUE les frais d'arpentage, s'il y a lieu, et de notaire soient à la charge de l'acquéreur.

QUE l'acte de vente devra être signé avant le 29 août 2014.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

MAINTIEN DES SERVICES ET DE LA FRÉQUENCE  
DES AUTOBUS DE LA COMPAGNIE  
AUTOCARS ORLÉANS EXPRESS INC. DANS LA  
VILLE DE GASPÉ ET EN GASPÉSIE

CONSIDÉRANT l'avis public publié par Autocars Orléans Express inc. demandant à la Commission des transports du Québec la modification de certains horaires et fréquences et la suppression de certains services à partir du 6 juillet 2014 ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé compte actuellement deux (2) départs vers Rimouski qui se font par le côté nord de la péninsule et deux (2) départs vers Rimouski qui se font par le côté sud de la péninsule;

CONSIDÉRANT QU'avec la proposition de l'entreprise, Gaspé verrait sa fréquence de départ baisser de 75 % laissant un (1) départ par jour pour Rimouski qui se ferait par le côté nord de la péninsule;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs villes en Gaspésie seraient privées de service d'autobus interurbain suite aux modifications proposées par Autocars Orléans Express inc.;

CONSIDÉRANT la fragilité des services de transports interurbains dans la Ville de Gaspé et la région de la Gaspésie, suite à la perte du train passager et aux tarifs très élevés des billets d'avion;

CONSIDÉRANT l'importance de ce moyen de transport pour les gens de la région, notamment les étudiants et les personnes âgées;

CONSIDÉRANT QUE la Commission des transports du Québec aura à se prononcer sur cette demande et qu'elle a pour mission « d'accroître le comportement sécuritaire des transporteurs, de participer au développement économique en favorisant une offre de services de transport qui répond aux attentes des citoyens et de soutenir l'équité dans l'industrie du transport, le tout dans une perspective de développement durable. » ;

CONSIDÉRANT QUE la date limite pour déposer des commentaires à la Commission des transports était le lundi 26 mai 2014 ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal demande à la Commission des transports du Québec de maintenir le statu quo concernant les services et la fréquence des autobus de la compagnie Autocars Orléans Express inc. pour la région de la Gaspésie et particulièrement pour les départs de Gaspé.

QUE le conseil municipal approuve la lettre envoyée le lundi 26 mai 2014 à la Commission des transports du Québec et signée par Sébastien Fournier, directeur général.

QU'une copie de cette résolution soit envoyée à la Commission des transports du Québec et à la compagnie Autocars Orléans Express inc.

CONSIDÉRANT le projet d'acquisition d'immobilisations préparé par Musique du Bout du Monde ;

CONSIDÉRANT QUE le budget pour la réalisation de ce projet est évalué à 156 539 \$ ;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de son plan de financement, Musique du Bout du Monde sollicite l'aide de la municipalité pour une somme de 15 000 \$, soit 9.5 % du budget de réalisation ;

CONSIDÉRANT QUE l'un des objectifs du projet est de doter la communauté d'un parc d'infrastructures événementielles de qualité à un moindre coût de location pour les bénéficiaires ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accepte de verser une aide financière maximale de 9.5 % des coûts du projet, soit un montant maximal de 15 000 \$, à Musique du Bout du Monde, pour la réalisation de leur projet d'acquisition d'immobilisations, sous réserve de la production des pièces justificatives requises auprès de la Direction des loisirs et de la culture et de l'approbation de financement des autres partenaires financiers.

QUE cette somme soit imputée au surplus non affecté.

RÉS. 14-06-21

#### AIDE FINANCIÈRE AU MANOIR LEBOUTILLIER – AMÉNAGEMENT D'UN ÉCRAN VÉGÉTAL

CONSIDÉRANT QUE le Manoir Le Boutillier a présenté une demande d'aide financière pour l'été 2014;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer les clôtures existantes par un écran végétal et inclut la préparation du sol, l'enlèvement des clôtures et poteaux actuellement sur le terrain ainsi que la plantation de saules viminalis;

CONSIDÉRANT QUE la demande est pour un projet ponctuel qui n'est pas de nature récurrente;

CONSIDÉRANT QUE le coût de ce projet est évalué à 6 600 \$;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal :

Accepte de verser une aide financière ponctuelle et non récurrente de 5 000 \$, sous réserve de la production des pièces justificatives requises auprès de la Direction des Services administratifs.

Autorise le directeur des Services administratifs à effectuer le déboursé requis et que cette somme soit imputée au surplus non affecté.

RÉS. 14-06-22

#### INTÉGRATION DES TRAVAUX DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS AU PROJET DE BERCEAU DU CANADA

CONSIDÉRANT QUE le projet se localise dans un secteur historique d'importance nationale (prise de possession du pays);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé a procédé à de nombreuses démarches de revitalisation et de mise en valeur de ce secteur durant les dernières années, notamment :

- la revitalisation majeure des rues de la Reine et de la Cathédrale;
- l'achat d'une station-service, démolition, décontamination et construction d'un parc urbain nommé « Espace vers »;
- reconstruction d'une partie de la Pointe O'Hara;
- sauvegarde d'un bâtiment historique et relocalisation dans le secteur Berceau du Canada;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé a adopté un règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), pour s'assurer que le développement de ce secteur se fasse en harmonie et en intégration à la vision de développement et éviter de « déstructurer » les efforts de revitalisation;

CONSIDÉRANT QUE mis à part les efforts majeurs par la Ville de Gaspé pour la revitalisation de ce secteur, plusieurs propriétaires d'immeubles se sont conformés à la réglementation, notamment :

- bâtiment de la SAQ qui a dû s'intégrer à la vision du secteur (façade, matériaux, couleurs, forme, enseigne, stationnement, aménagement paysager, fresque historique, etc.);
- plusieurs rénovations de façade des bâtiments sur la rue de la Reine;
- plusieurs modifications d'affichage et d'éclairage extérieurs;
- certains lampadaires décoratifs sur des terrains privés ont dû être implantés, clôture décorative, etc.;
- plusieurs commerçants devront très prochainement modifier leurs enseignes pour les intégrer au règlement en vigueur, etc.

CONSIDÉRANT QUE la Ville projette l'enfouissement des fils sur le stationnement de la rue Harbour et l'implantation de luminaires décoratifs;

CONSIDÉRANT QUE lorsque le projet Berceau du Canada (phases de la Ville), incluant l'enfouissement des fils sur la rue Harbour, sera terminé, la Ville aura atteint une partie de ses objectifs, soit la revitalisation de ses infrastructures dans un secteur d'importance nationale, notamment le parc « Espace vert » sur la rue de la Reine, la rue de la Reine, la rue de la Cathédrale, la Pointe O'Hara et le secteur de la rue Harbour ;

CONSIDÉRANT QUE pour les interventions relatives aux immeubles autres que ceux de la Ville, un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) est applicable pour s'assurer d'une cohérence d'intégration et d'harmonisation ;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif premier de la réfection du boulevard Gaspé était de diminuer l'impact négatif créé vers la fin des années 1970 suite à la construction de ce boulevard et d'intégrer ce tronçon à ce secteur d'importance historique nationale.

CONSIDÉRANT QUE cet objectif premier a toujours été invoqué par la municipalité ; d'ailleurs, le choix du ministère des Transports du Québec de conserver le même consultant dans ce projet avait pour but de respecter cette intégration ;

CONSIDÉRANT QUE tant la Ville que les propriétaires d'immeubles dans ce secteur ont respecté l'objectif de revitaliser le secteur de Berceau du Canada et le règlement sur les PIIA de la Ville de Gaspé ;

CONSIDÉRANT QUE dans de nombreux projets de revitalisation au Québec, et ce, dans des secteurs plus achalandés que celui de Berceau du Canada, nous retrouvons des infrastructures routières munies de lampadaires décoratifs, de feux de circulation décoratifs et d'aménagement paysager favorisant une intégration à des sites historiques et/ou patrimoniaux ;

CONSIDÉRANT QU'une mauvaise intégration due à la réfection du tronçon du ministère des Transports du Québec dans ce secteur dénaturera celui-ci et en résulteront définitivement de grands impacts négatifs sur les efforts considérables de revitalisation et d'intégration effectués dans ce secteur, et ce, tant ceux de la Ville que des propriétaires privés ;

CONSIDÉRANT QU'une réglementation est en vigueur dans le secteur ;

CONSIDÉRANT QUE cette réfection de la route est à des fins d'intégration du secteur Berceau du Canada et également pour corriger une importante perte historique due à la construction du boulevard de Gaspé dans les années 1970 ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé n'a jamais déboursé aucun montant d'argent lorsque des immeubles sis dans ce secteur ont dû faire des ajouts à leur projet pour se conformer au PIIA et atteindre une intégration et les orientations du secteur ;

CONSIDÉRANT la particularité de ce site et son importance à l'échelle nationale ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal demande au ministère des Transports du Québec de modifier leur projet pour respecter l'objectif premier c'est-à-dire l'intégration au secteur Berceau du Canada, et ce, en implantant des luminaires décoratifs au projet, des feux de circulation décoratifs et de prévoir des glissières de sécurité à tube intégré à de la végétation (tel que discuté)

QUE le conseil municipal demande également au ministère des Transports du Québec de présenter une proposition qui rencontrera les critères et objectifs du règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de la Ville de Gaspé.

QUE la Ville de Gaspé ne défraie aucun montant au ministère des Transports du Québec pour cette mise en forme reliée à l'intégration du secteur Berceau du Canada.

RÉS. 14-06-23

ADOPTION DU RÈGLEMENT 1172-12-02

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil déclarent avoir reçu copie du présent règlement deux jours juridiques avant ce jour, en avoir fait la lecture, en dispensent la lecture et de ce fait selon l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, il n'est pas requis d'en faire publiquement la lecture;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le règlement portant le numéro 1172-12-02, règlement amendant le règlement sur les usages conditionnels 1172-12 en remplaçant l'article 2.5.2 RÈGLES D'APPLICATION, en remplaçant le premier paragraphe de l'article 2.5.3 CRITÈRES D'ÉVALUATION et en ajoutant l'article 2.7 DISPOSITIONS APPLICABLES POUR L'USAGE DE VENTE AU DÉTAIL DE VÉHICULES À MOTEURS (551) DANS LA ZONE PA 144, soit adopté.

RÉS. 14-06-24

#### ADOPTION DU RÈGLEMENT 1242-14

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil déclarent avoir reçu copie du présent règlement deux jours juridiques avant ce jour, en avoir fait la lecture, en dispensent la lecture et de ce fait selon l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, il n'est pas requis d'en faire publiquement la lecture;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le règlement portant le numéro 1242-14, règlement décrétant des dépenses en immobilisations (travaux de voirie et de drainage) et un emprunt de 220 000 \$, soit adopté.

RÉS. 14-06-25

#### ADOPTION DU RÈGLEMENT 1156-11-13

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil déclarent avoir reçu copie du présent règlement deux jours juridiques avant ce jour, en avoir fait la lecture, en dispensent la lecture et de ce fait selon l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, il n'est pas requis d'en faire publiquement la lecture;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le règlement portant le numéro 1156-11-13, règlement amendant le règlement de zonage 1156-11 en agrandissant la zone P-249 à même une partie de la zone HC-246, en modifiant les usages autorisés dans la zone P-249 afin d'y permettre les habitations bifamiliales, trifamiliales et les habitations multifamiliales et collectives, soit adopté.

RÉS. 14-06-26

#### SALLE DE SPECTACLES – AMÉNAGEMENT DE LA BILLETTERIE ET PLAN DE SALLE

CONSIDÉRANT l'état d'avancement des travaux de construction de la salle de spectacles de Gaspé;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit l'acquisition de différents équipements en dehors du contrat avec l'entrepreneur général, notamment en ce qui a trait à la scénographie et à l'aménagement des locaux du diffuseur;

CONSIDÉRANT en particulier les différents besoins en matériel informatique et en honoraires pour l'installation et la mise en opération de la billetterie de la salle de spectacles;

CONSIDÉRANT les discussions entre l'organisme CD Spectacles et les fournisseurs de ce type de matériel;

CONSIDÉRANT que la dépense est prévue au budget scénographie de la salle de spectacles et rentre dans l'enveloppe budgétaire disponible pour cet item;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité;

QUE le Conseil municipal autorise le directeur des services financiers à procéder au paiement des factures suivantes :

- Boxxo / Solutions de billetterie au montant de 3 871,44 \$ plus les taxes applicables;
- Myg Informatique Inc. au montant de 3 227,25 \$ plus les taxes applicables;
- Mario Brien (scénographe) au montant de 550,00 \$ plus les taxes applicables;

QUE la dépense, réalisée pour l'installation et la mise en service de la billetterie de la salle de spectacles de Gaspé, soit imputée au règlement 1109-10.

RÉS. 14-06-27

SALLE DE SPECTACLES DE GASPÉ LOT 2 -  
ACCEPTATION DE DEMANDES DE CHANGEMENTS  
AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION NO. 8

CONSIDÉRANT l'avancement des travaux de construction de la salle de spectacles de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE certains imprévus, changements, ajouts ou retraits peuvent survenir en cours de chantier;

CONSIDÉRANT QUE ces différents changements se traduisent par l'émission par les professionnels en architecture et en ingénierie de directives de chantier pour lesquelles il est demandé à l'entrepreneur général de soumettre un prix (crédit ou surcoût);

CONSIDÉRANT QUE pour les directives de chantier ci-dessous, les prix soumis par l'entrepreneur, après examen et éventuellement discussion, ont été jugés acceptables par les professionnels au dossier qui en recommandent l'approbation :

- ☐ Directives en mécanique/électricité ME-16, ME-25, ME-28, ME-29;
- ☐ Directives en architecture A-29rév2;

CONSIDÉRANT QUE le montant total (crédits/surcoût) de ces directives de chantier s'établit à un coût supplémentaire de 3 641,19 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE ce montant rentre dans l'enveloppe budgétaire disponible pour le projet;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,



QUE le conseil municipal approuve les modifications aux travaux de la salle de spectacles telles que décrites dans les directives de chantier ME-16, ME-25, ME-28, ME-29 et A 29rév2, et ce pour un montant total de 3 641,19 \$ plus les taxes applicables.

QUE le directeur des Services financiers soit autorisé à procéder au paiement des sommes dues en vertu de ces directives.

QUE le Directeur général ou le Directeur des loisirs et de la culture soient autorisés à signer les documents requis (ordre de changement).

QUE le montant soit imputé au règlement 1109-10.

RÉS. 14-06-28

#### AUTORISATION D'ACTIVITÉS – EXERCICES MILITAIRE DÉFENSE NATIONAL

CONSIDÉRANT les exercices militaires qui seront organisées par la Défense National dans la nuit du 21 juin 2014, de 3h00 à 8h00;

CONSIDÉRANT le règlement 736-99 de la Ville de Gaspé qui légifère le bruit sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE selon l'option choisie, le débarquement se fera sur la plage à Haldimand, sur la plage à Douglastown ou dans le secteur de la rue du Banc à Rivière-au-Renard ;

CONSIDÉRANT QUE des troupes hélicoptères se retrouveront dans les secteurs de la plage de Haldimand, de Sandy-Beach et du Musée de la Gaspésie ;

CONSIDÉRANT QU'une attaque se réalisera dans le secteur du Parc industriel des Augustines et de l'Aéroport ;

CONSIDÉRANT QUE des tirs auront lieu entre 6h00 et 7h00 le matin du 21 juin pour une durée approximative de 45 minutes ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise l'exercice militaire de nuit de la défense national, le 21 juin 2014 entre 3h00 et 8h00 le matin, sur les sites ci-haut mentionnés.

QUE la Défense national, en collaboration avec la Ville de Gaspé, informe médiatiquement la population de la Ville de Gaspé.

RÉS. 14-06-29

#### OFFRE DE RÈGLEMENT – MME ANNICK SYNNOTT ET M. RENÉ CASSIVI

CONSIDÉRANT QUE Mme Annick Synnott et M. René Cassivi étaient propriétaires de la propriété située au 75, rue Mgr Rosss;

CONSIDÉRANT les diverses infiltrations d'eau au cours des dernières années dans la propriété susdite;

CONSIDÉRANT la veine d'eau sur leur propriété lors de forte pluie et au printemps ;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs test ont démontré aucune présence de chlore dans l'eau analysée ;

CONSIDÉRANT les travaux de drainage réalisés par les propriétaires au court des années 2012 et 2013 ;

CONSIDÉRANT l'infiltration d'eau dans la résidence à la mi-mars 2013 ;

CONSIDÉRANT la déclaration de l'évènement le 17 mars 2013 et la demande de corriger la situation ;

CONSIDÉRANT la demande de dédommagement adressée à la municipalité le 15 juin 2013 ;

CONSIDÉRANT QUE lors d'un test sur l'eau à la fin du printemps 2013, du chlore a été détecté ;

CONSIDÉRANT QUE cela peut vouloir dire que l'écoulement sur le terrain peut en partie provenir de l'eau de l'aqueduc ;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dédommagement des propriétaires s'élevait à la somme approximative de 25 000 \$ ;

CONSIDÉRANT QUE des éléments n'étaient pas admissibles en réclamation ;

CONSIDÉRANT QU'une certaine responsabilité aurait pu être attribuée à la municipalité dans l'éventualité d'une poursuite devant la cour ;

CONSIDÉRANT la demande du Maire et de la conseillère du quartier concerné à l'effet que le directeur général regarde le dossier afin de faire une proposition de règlement, s'il y a lieu ;

CONSIDÉRANT la proposition de règlement déposée par le directeur général ;

CONSIDÉRANT QUE les parties sont prêtes à accepter la proposition soumise par le directeur général ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal de la Ville de Gaspé accepte de verser la somme de 5 000 \$ à Mme Annick Synnott et M. René Cassivi en paiement complet et règlement final dans le dossier susdit, sans admission de responsabilité.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

QUE la dépense soit imputée au poste budgétaire 02-190-00-995.

RÉS. 14-06-30

#### OPÉRATION DE LA CANTINE – PLAGE HALDIMAND

CONSIDÉRANT QUE le Service des loisirs et de la culture a procédé à un appel d'offres public pour l'opération de la cantine à la plage de Haldimand pour les été 2014, 2015 et 2016;

CONSIDÉRANT QUE suite à cet appel d'offres, la Ville a reçu une seule soumission :

- Les Productions Latino-Gaspésiennes pour un montant de 300 \$, plus les taxes applicables en 2014, 400 \$, plus les taxes applicables en 2015 et 500 \$, plus les taxes applicables en 2016;

CONSIDÉRANT QUE cette soumission est conforme aux exigences de l'appel d'offres;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal accepte la soumission de Les Productions Latino-Gaspésiennes pour l'opération de la cantine de la plage de Haldimand pour les été 2014, 2015 et 2016 au montant de 300 \$, plus les taxes applicables en 2014, 400 \$, plus les taxes applicables en 2015 et 500 \$, plus les taxes applicables en 2016 et le tout, conditionnel à la signature d'un contrat avec la municipalité.

QUE le Maire et le Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 14-06-31

CONDUITE D'AQUEDUC ET BORNES FONTAINES –  
QUAI DE SANDY-BEACH

CONSIDÉRANT QUE le quai de Sandy Beach à Gaspé est propriété de Transport Canada;

CONSIDÉRANT QUE les conduites d'aqueduc sur le quai sont en piètre état;

CONSIDÉRANT QUE les bornes-fontaines sur le quai sont non fonctionnelles;

CONSIDÉRANT l'utilisation de ce quai par divers intervenants et notamment par des bateaux de transport de marchandises et particulièrement des pétroliers;

CONSIDÉRANT QUE ces irrégularités pourraient avoir des conséquences malheureuses dans le futur ;

CONSIDÉRANT QUE suite à une discussion avec un représentant de Transport Canada, ce dernier nous confirme qu'il n'est pas de l'intention de Transport Canada de corriger la situation et qu'elle n'a aucune obligation de le faire ;

CONSIDÉRANT QUE cette situation est inacceptable ;

CONSIDÉRANT QUE l'urgence de la situation ;

CONSIDÉRANT QU'il en va de la sécurité des utilisateurs du quai, de la population et de nos pompiers ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal demande à Transport Canada de procéder immédiatement à la mise à norme des conduites d'aqueduc et des bornes-fontaines sur le quai de Sandy Beach à Gaspé.

QUE la présente résolution soit transmise à la ministre des Transports, l'honorable Lisa Raitt et au ministre des Infrastructures, des Communautés et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, l'honorable Denis Lebel.

RÉS. 14-06-32

TRANSPORT ADAPTÉ ET COLLECTIF  
DE LA CÔTE-DE-GASPÉ INC. –  
NOMINATION D'UN REPRÉSENTANT

CONSIDÉRANT QUE la période est venue de nommer un représentant au conseil d'administration du TAC de la Côte-de-Gaspé inc. ;

CONSIDÉRANT QUE monsieur Dave Ste-Croix représente actuellement la municipalité sur ce comité ;

CONSIDÉRANT QU'il est requis de nommer un représentant pour la prochaine année ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville de Gaspé avise le TAC de la Côte-de-Gaspé qu'elle nomme monsieur Jérôme Tardif pour la représenter au sein de leur conseil d'administration.

RÉS. 14-06-33

EMBAUCHE D'UNE PERSONNE AU POSTE  
DE CONTREMAÎTRE À LA VOIRIE ET AUX OPÉRATIONS  
DES TRAVAUX PUBLICS

CONSIDÉRANT le processus de recrutement réalisé pour combler ce poste (test écrit, entrevue de sélection et prise de références);

CONSIDÉRANT la recommandation du comité de sélection;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal procède à l'engagement de monsieur Simon Caouette au poste de contremaître à la voirie et aux opérations des travaux publics, et ce, en date du 7 juillet 2014.

QUE le conseil autorise les conditions d'embauche selon le document en annexe et selon la classe salariale 5 du Guide de gestion du personnel cadre de la Ville de Gaspé.

QUE le titulaire démissionne par le fait même de son poste syndiqué de préposé d'aréna-journalier-préposé à la balance, en date de son entrée en fonction.

QUE le maire et la greffière soient autorisés à signer les documents requis.

QUE la dépense salariale soit imputée aux codes budgétaires portant les numéros 02-320-00-141 (40%), 02-330-00-141 (15%), 02-413-00-141 (10%), 02-415-00-141 (10%), 02-701-20-141 (5%), 02-701-50-141 (5%), 02-701-58-141 (10%) et 02-702-20-141 (5%).

RÉS. 14-06-34

#### INSTALLATION D'UN DOS D'ÂNE – RUE DE L'ENVOL

CONSIDÉRANT le récent projet domiciliaire implanté près de l'aéroport de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE l'une des nouvelles rues construites (rue de l'Envol) donne accès au site de l'aéroport et par ce fait, devient un accès à distance réduite pour les gens qui veulent se rendre à l'aéroport en provenance du centre-ville;

CONSIDÉRANT QU'il y a de nombreuses plaintes fondées de contribuables propriétaires et locataire de résidences de ce secteur concernant la vitesse de circulation et l'achalandage au-delà de la normale pour ce secteur résidentiel;

CONSIDÉRANT QU'il y a un service de garderie sur cette nouvelle rue;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de statuer afin de mettre en place des incitatifs afin de réduire la vitesse sur la rue de l'Envol;

CONSIDÉRANT QUE l'installation d'un dos d'âne résoudrait cette problématique et cette intervention respecte les critères d'acceptation pour dos d'âne sur voie publique;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise la mise en place d'un nouveau dos d'âne sur la rue de l'Envol non loin de la garderie située au 45, rue de l'Envol.

QUE cette autorisation de mise en place annuelle soit révoquée advenant que cette garderie ne soit plus en opération.

NOTE

DÉPÔT PÉTITION - SERVICE INTERNET HAUTE-VITESSE DANS LE SECTEUR DE ST-Maurice-DE-L'ÉCHOUIERIE – POINTE-JAUNE – L'ANSE-À-VALLEAU

Quatre-vingt-huit (88) citoyens ont signé une pétition demandant le service d'internet haute-vitesse dans le secteur de St-Maurice-de-l'Échouerie – Pointe-Jaune – l'Anse-à-Valleau.

RÉS. 14-06-35

#### RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE

CONSIDÉRANT QU'un comité composé du maire, du directeur général et de la conseillère en ressources humaines a été formé pour représenter la partie patronale et que celui-ci a été mandaté afin de procéder aux négociations conduisant au renouvellement de la convention collective des employés municipaux;

CONSIDÉRANT QU'un accord de principe unanime a été conclu en mars 2014 entre les deux parties;

CONSIDÉRANT QUE le contenu de l'accord de principe a été soumis par la partie syndicale à ses membres en assemblée générale le 1<sup>er</sup> avril dernier et que ceux-ci ont accepté le contenu à 74%;

CONSIDÉRANT QUE les représentants de la partie patronale recommandent unanimement au conseil municipal de procéder à l'adoption du contenu de la nouvelle convention collective ayant fait l'objet de la récente négociation;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal procède à l'adoption du contenu de la nouvelle convention collective applicable pour les années 2013 à 2017 inclusivement, le tout conditionnellement à l'approbation des textes.

QUE le maire et la greffière soient autorisés à signer ladite convention au nom de la Ville de Gaspé.

QUE le maire et le directeur général soient autorisés à apporter les correctifs nécessaires.

QUE la Direction des services administratifs soit autorisée à procéder au paiement des ajustements des sommes rétroactives négociées dans ladite convention collective.

À 21 h 05, la période de questions est ouverte.

Intervenants

Objets

Claude Richard

Lors des fêtes du 475<sup>e</sup> de Gaspé, le fédéral devait assumer un montant de 500000\$. Mais il semble que ça été assumé par la Ville, est-ce vrai ?

Savez-vous quand seront installés les feux de circulation dans le secteur de la place Jacques-Cartier, car c'est dangereux.

Savez-vous si le MTQ va faire des travaux à l'entrée et sortie du pont, car aucun bon sens?

Charles Aspirault

Savez-vous quand sera installé les panneaux d'interprétation sur la rue Gauthier ?

RÉS. 14-06-36

FERMETURE DE LA SÉANCE

À 21 h 15, aucune autre question n'étant posée, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la séance soit fermée.

---

MAIRE

---

GREFFIÈRE

Assemblée publique de consultation tenue en la salle du Conseil de l'hôtel de ville, lundi le 16 juin 2014, à 16 h 30, sous la présidence de M. le maire Daniel Côté.

Étaient présents, M. Jocelyn Villeneuve, Directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement, ainsi que M. Sébastien Fournier, directeur général et greffier-adjoint.

À 16 h 45, M. le Maire invite le Directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement à présenter les modifications apportées par le projet de règlement :

Règlement 1172-12-03 :

Règlement amendant le règlement sur les usages conditionnels en :

- ajoutant l'article **2.8 DISPOSITIONS APPLICABLES POUR L'USAGE DE SERVICE DE RÉPARATION AUTOMOBILE (6411) DANS LA ZONE AF-121).**

Une période de questions et d'interventions du public suit cette présentation. Une (1) personne assistait à l'assemblée.

À 17 h 00, aucune question n'étant posée, l'assemblée est fermée.

---

MAIRE

---

GREFFIER-ADJOINT

Assemblée publique de consultation tenue en la salle du Conseil de l'hôtel de ville, lundi le 16 juin 2014, à 16 h 45, sous la présidence de M. le maire Daniel Côté.

Étaient présents, M. Jocelyn Villeneuve, Directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement, ainsi que M. Sébastien Fournier, directeur général et greffier-adjoint.

À 16 h 45, M. le Maire invite le Directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement à présenter les modifications apportées par le projet de règlement :

Règlement 1156-11-14 :

Règlement amendant le règlement sur les usages conditionnels en :

- Modifiant les usages autorisés dans la zone AF-121 afin d'y ajouter la possibilité d'accepter des usages conditionnels comme usages spécifiquement permis mais conditionnels au respect du règlement sur les usages conditionnels

Une période de questions et d'interventions du public suit cette présentation. Une (1) personne assistait à l'assemblée.

À 17 h 00, aucune question n'étant posée, l'assemblée est fermée.

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal, tenue en la salle de l'hôtel de ville, lundi le 16 juin 2014, à 20 h, à laquelle assistaient les conseillers Réginald Cotton, Nelson O'Connor, Patrice Quenneville, Ghislain Smith et la conseillère Carmelle Mathurin, formant quorum sous la présidence de M. le maire Daniel Côté.

Était absente, la conseillère Aline Perry.

Étaient également présents, M. Jocelyn Villeneuve, directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement, M. Dave Ste-Croix, directeur des Services administratifs et M. Sébastien Fournier, directeur général et greffier-adjoint.

À 20 h 10, M. le Maire déclare la séance ouverte.

M. le Maire informe que les points suivants sont ajoutés aux affaires nouvelles :

- a) avis de motion – règlement décrétant l'ouverture du prolongement de la rue de l'Envol constituée du lot 4 915 821, cadastre du Québec;
- b) adoption de règlement – règlement décrétant l'ouverture de la rue de l'Escale constituée des lots 5 369 846, 5 369 847, 5 369 841 et 5 369 844, cadastre du Québec, et décrétant des travaux pour la pose de conduites d'aqueduc;
- c) appui à l'amélioration des infrastructures du centre de ski Mont-Béchervaise ;
- d) engagement d'un soudeur-étudiant – été 2014 ;
- e) investissement – chemins forestiers ;
- f) demande au ministère des Transports du Québec – réfection de la montée de Pointe-Navarre ;
- g) entente avec le Musée de la Gaspésie
- h) dépôt d'une pétition – Réparations sur la route d'accès du 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Rang à Douglastown ;

Les points à l'ordre du jour sont donc les suivants :

**1.- OUVERTURE DE LA SÉANCE**

**2.- ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

**3.- OUVERTURE, ÉTUDE ET/OU ACCEPTATION DES SOUMISSIONS**

- a) ouverture de soumissions – Réaménagement d'un tributaire du Ruisseau Beaudry;



- b) ouverture de soumissions – Fourniture d'un véhicule diesel articulé à 4 roues motrices de type tracteur municipal;
- c) ouverture de soumissions – Fourniture d'une chargeuse rétrocaveuse légèrement usagée;

#### **4.- SERVICES MUNICIPAUX**

##### **4.1 Protection contre les incendies**

##### **4.2 Urbanisme, aménagement et environnement**

##### **4.3 Loisirs et culture**

- a) fermeture de rues pour 2 événements estivaux;
- b) demande de subvention au MTQ pour l'entretien de la Route verte 2014-1025;
- c) achat de buts de soccer pour les terrains de Rivière-au-Renard et Gaspé;
- d) aide financière au Club nautique Forillon;

##### **4.4 Travaux publics**

- a) acceptation de soumission pour la conception, surveillance et demande de c.a. pour l'installation septique de l'aéroport de Gaspé;
- b) achat d'équipement et matériel d'impression pour l'iconographie – Interprétation projet Berceau du Canada;
- c) travaux et achat de matériel pour la mise en place de l'interprétation – Berceau du Canada;
- d) demande de la Coopérative Jeunesse de services de Gaspé;
- e) paiement de facture # 22184 – Équipements Sigma inc.;
- f) contrat de nettoyage plage de Cap-aux-Os;
- g) installation d'un dos d'âne – rue Martin ;

##### **4.5 Services administratifs**

- a) paiement des comptes;
- b) renouvellement d'un permis d'armes à feu pour entreprises;
- c) achat d'équipement informatique;

##### **4.6 Services juridiques et Greffe**

- a) vente des lots 384-4, partie et 384-6, partie, canton de Fox – Matricule 0732-89-2812 et abrogation de la résolution 14-06-18;

- b) demande d'autorisation d'activités – Fête nationale de la Saint-Jean-Baptiste – Auberge Griffon Aventure;
- c) acceptation d'un projet d'amendement au règlement 1172-12 (second projet 1172-12-03);
- d) acceptation d'un projet d'amendement au règlement 1156-11 (second projet 1156-11-14);
- e) vente d'une partie du lot 4 961 023, cadastre du Québec – Déménagement et livre tout inc.;
- f) acquisition de servitudes – Enfouissement des réseaux câblés – Rue de la Cathédrale;

#### **4.7 Direction générale**

- a) appui à la Société du chemin de fer de la Gaspésie – Financement de la remise à niveau du réseau ferroviaire;
- b) investissements au Pavillon Hôtel-Dieu de Gaspé;
- c) attribution d'un poste annuel de commis-magasinier;
- d) attribution d'un poste saisonnier d'été de journalier (d'une durée prévue de 27 semaines annuellement);
- e) attribution d'un poste saisonnier d'été de journalier (d'une durée prévue de 22 semaines annuellement);
- f) attribution d'un poste saisonnier d'été de journalier (d'une durée prévue de 14 semaines annuellement);
- g) ouverture d'un poste temporaire d'aménagiste à la direction de l'urbanisme, de l'environnement et de l'aménagement du territoire;

### **5.- ADOPTION DES RÈGLEMENTS**

### **6.- AVIS DE MOTION**

- a) règlement amendant le règlement sur les usages conditionnels 1172-12 en ajoutant l'article 2.8 DISPOSITIONS APPLICABLES POUR L'USAGE DE SERVICE DE RÉPARATION AUTOMOBILE (6411) DANS LA ZONE AF-121);
- b) règlement amendant le règlement de zonage 1156-11 en modifiant les usages autorisés dans la zone AF-121 afin d'y ajouter la possibilité d'accepter des usages conditionnels comme usages spécifiquement permis mais conditionnels au respect du règlement sur les usages conditionnels;

### **7.- RAPPORT DES COMITÉS.**

- a) comité consultatif d'urbanisme;

### **8.- AFFAIRES NOUVELLES**

- a) avis de motion – règlement décrétant l'ouverture du prolongement de la rue de l'Envol constituée du lot 4 915 821, cadastre du Québec;
- b) adoption de règlement – règlement décrétant l'ouverture de la rue de l'Escale constituée des lots 5 369 846, 5 369 847, 5 369 841 et 5 369 844, cadastre du Québec, et décrétant des travaux pour la pose de conduites d'aqueduc;
- c) appui à l'amélioration des infrastructures du centre de ski Mont-Béchervaise ;
- d) engagement d'un soudeur-étudiant – été 2014 ;
- e) investissement – chemins forestiers ;
- f) demande au ministère des Transports du Québec – réfection de la montée de Pointe-Navarre ;
- g) entente avec le Musée de la Gaspésie ;
- h) dépôt d'une pétition – Réparations sur la route d'accès du 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Rang à Douglastown ;

## **9.- QUESTIONS DU PUBLIC**

RÉS. 14-06-37

### **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

IL est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE l'ordre du jour décrit ci-dessus soit adopté.

RÉS. 14-06-38

### **OUVERTURE DE SOUMISSIONS – RÉAMÉNAGEMENT D'UN TRIBUTAIRE DU RUISSEAU BEAUDRY**

CONSIDÉRANT QUE suite à un appel d'offres public pour le réaménagement d'un tributaire du ruisseau Beaudry, la Ville a reçu cinq (5) soumissions :

- Sani-Sable L.B. inc. au montant de 638 825,24 \$, taxes incluses ;
- Les Entreprises PEC inc. au montant de 648 857,56 \$, taxes incluses ;
- Lafontaine Leclerc inc. au montant de 695 317,00 \$, taxes incluses ;
- Les Entreprises Roy, Duguay & Ass., au montant de 954 613,17 \$ taxes incluses ;
- Les Services Technologiques Duo inc. et 9001-8839 Québec inc., au montant de 1 493 300,79 \$, taxes incluses ;

CONSIDÉRANT QU'après étude, la plus basse soumission conforme s'avère celle de Sani-Sable L.B. inc. au montant de 638 825,24 \$, taxes incluses ;

CONSIDÉRANT la recommandation de la firme Roche Itée ;

CONSIDÉRANT l'approbation du ministère des Transports du Québec du 21 mai 2014 ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville de Gaspé octroie le contrat pour le réaménagement d'un tributaire du ruisseau Beaudry à Sani-Sable L.B. inc. au montant de 638 825,24 \$, taxes incluses.

QUE la dépense soit imputée au règlement 1186-12, mais remboursé en totalité par le ministère des Transports du Québec.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 14-06-39

OUVERTURE DE SOUMISSIONS – FOURNITURE  
D'UN VÉHICULE DIESEL ARTICULÉ À 4 ROUES MOTRICES  
DE TYPE TRACTEUR MUNICIPAL

CONSIDÉRANT QUE le service des travaux publics doit remplacer le véhicule GE35, machine pour trottoir; trackless;

CONSIDÉRANT QUE ce véhicule est prévu dans la planification d'achat des travaux publics pour 2014;

CONSIDÉRANT QU'une demande de soumission a été envoyée sur SEAO;

CONSIDÉRANT QUE nous avons reçu 3 soumissions : Groupe Gemec inc. division de Joe Johnson Equipment inc. au montant de 88 977 \$ plus les taxes applicables, Equipement JKL inc. au montant de 175 340.31 \$ plus les taxes applicables et Cubex ltée au montant de 109 000 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse, la soumission de Groupe Gemec inc. division de Joe Johnson Equipment inc. au montant de 88 977 \$ plus les taxes applicables est la plus basse et est conforme au devis.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal accepte la soumission de Groupe Gemec inc. division de Joe Johnson Equipment inc. au montant de 88 977 \$ plus les taxes applicables pour l'achat d'un véhicule diesel articulé à 4 roues motrices de type tracteur municipal.

QUE cette dépense soit imputée au règlement 1238-14.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer tous les documents requis.

RÉS. 14-06-40

OUVERTURE DE SOUMISSIONS – FOURNITURE D'UNE  
CHARGEUSE RÉTROCAVEUSE LÉGÈREMENT USAGÉE

CONSIDÉRANT QUE le service des travaux publics doit remplacer la rétrocaveuse GE41 Caterpillar 426B, 1993;

CONSIDÉRANT QUE le remplacement était prévu pour 2014;

CONSIDÉRANT QU'une demande de soumission a été envoyée sur SEAO;

CONSIDÉRANT QUE nous avons reçu 2 soumissions : Hewitt Équipement au montant de 86 950 \$ plus les taxes applicables et J. René Lafond au montant de 99 900 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QU'après analyse, la soumission de Hewitt Équipement est la plus basse et est conforme au devis.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal accepte la soumission de Hewitt Équipement au montant de 86 950 \$ plus les taxes applicables pour l'achat d'une chargeuse rétrocaveuse légèrement usagée.

QUE cette dépense soit imputée au règlement 1238-14.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer tous les documents requis.

RÉS. 14-06-41

#### FERMETURE DE RUES POUR 2 ÉVÈNEMENTS ESTIVAUX

CONSIDÉRANT la tenue le 23 juin 2014 du spectacle de 1755 dans le cadre du 100<sup>e</sup> de St-Maurice organisé par le Comité de revitalisation de la paroisse de St-Maurice-de-l'Échouerie et des environs;

CONSIDÉRANT la tenue le 5 juillet 2014 du Tour de Baie-Cycle organisé par la Maison des jeunes de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE pour chacun des événements, la Direction des loisirs et de la culture a reçu une demande de fermeture de rue, soit;

- Fermeture de la rue Dubé à Petit-Cap le 23 juin de 17h jusqu'au 24 juin à 6h;
- Fermeture de la rue Eden à Gaspé le 5 juillet de 9h à 10h pour le départ des cyclistes du Centre de ski du Mont Béchervaise;

CONSIDÉRANT QUE dans les deux cas, la circulation restera possible pour les riverains.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal autorise :

- La fermeture de la rue Dubé à Petit-Cap du 23 juin à 17h jusqu'au 24 juin à 6h;
- La fermeture de la rue Eden à Gaspé le 5 juillet de 9h à 10h pour le départ des cyclistes du Centre de ski du Mont-Béchervaise

QUE le tout soit conditionnel à l'obtention de l'autorisation de la Sûreté du Québec par l'organisme et au respect des obligations contenues dans la politique de fermeture de rues.

RÉS. 14-06-42

#### DEMANDE DE SUBVENTION AU MTQ POUR L'ENTRETIEN DE LA ROUTE VERTE 2014-2015

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé est responsable de l'entretien de l'ensemble de la Route verte sur son territoire (hors route du MTQ), y compris de la partie en site propre allant de Gaspé à la plage Haldimand;

CONSIDÉRANT QUE la longueur totale de la portion de la Route verte concernée (piste cyclable en site propre : Le sentier des pionniers) est de 10,3 km et que l'accès à ces aménagements est libre et gratuit pour tous les utilisateurs;

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer les demandes au Ministère des Transports du Québec afin de bénéficier de l'aide financière accordée par celui-ci pour l'entretien de la piste cyclable;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal demande par la présente au Ministère des Transports du Québec une subvention de 30 900 \$ pour l'entretien 2014-2015 de la piste cyclable de Gaspé et mandate la Direction des loisirs et de la culture pour être l'interlocuteur de la Ville de Gaspé auprès du Ministère des Transports dans ce dossier, ainsi que pour signer le formulaire de demande de subvention et tout autre document ayant trait à ce dossier.

RÉS. 14-06-43

#### ACHAT DE BUTS DE SOCCER POUR LES TERRAINS DE RIVIÈRE-AU-RENARD ET GASPÉ

CONSIDÉRANT le développement des activités du Club de soccer à Gaspé et Rivière-au-Renard;

CONSIDÉRANT les nouveaux standards en matière de soccer juvéniles;

CONSIDÉRANT le manque ou l'absence de buts de soccer juvéniles adéquats à Rivière-au-Renard et Gaspé;

CONSIDÉRANT le prix soumis par Distribution Sports Loisirs G.P. Inc.;

CONSIDÉRANT la volonté du conseil de participer, au côté du Club de soccer de Gaspé, au développement des activités de soccer pour les jeunes dans l'ensemble du territoire de la Ville;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal autorise le directeur des Services financiers à payer la facture de Distribution Sports Loisirs G.P. Inc. au montant de 5 534,85 \$ plus les taxes applicables pour l'acquisition de buts de soccer juvéniles pour les terrains de Gaspé et Rivière-au-Renard.

QUE le montant soit imputé au règlement 1139-11 portant sur la construction de parcs et d'aires de jeux.

CONSIDÉRANT le travail considérable réalisé par le Club nautique Forillon au cours des dernières années pour le maintien des activités touristiques de Rivière-au-Renard et son importance pour les activités nautiques du grand Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE le Club nautique Forillon ne souhaite plus assumer la charge de l'opération des attraits touristiques que sont le Moulin des Plourde et l'interprétation des pêches;

CONSIDÉRANT néanmoins que le Club nautique Forillon souhaite poursuivre, outre la gestion des activités de la marina, l'opération du Relais d'information touristique pour lequel le Club reçoit un montant de la Chambre de commerce et de tourisme de Gaspé ainsi que l'organisation des soirées Desjardins pour le secteur de Rivière-au-Renard;

CONSIDÉRANT la volonté du conseil municipal d'aider et d'accompagner le Club nautique Forillon dans son travail de réorganisation de ses activités;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accorde au Club nautique Forillon une aide au fonctionnement totale de 10 000 \$ pour l'année 2014.

QUE la somme soit imputée au code budgétaire 02-629-00-999 (8 000 \$) et 02-701-40-999 (2 000 \$).

QUE le conseil municipal mandate le directeur général et le directeur des loisirs et de la culture pour établir avec le Club nautique Forillon les termes d'une entente concernant le bâtiment occupé par la capitainerie du Club nautique et propriété de celui-ci.

NOTE                    ACCEPTATION DE SOUMISSION POUR LA CONCEPTION, SURVEILLANCE ET DEMANDE DE C.A. POUR L'INSTALLATION SEPTIQUE DE L'AÉROPORT DE GASPÉ

Ce point est remis à une prochaine séance de ce Conseil.

ACHAT D'ÉQUIPEMENT ET MATÉRIEL D'IMPRESSION POUR  
L'ICONOGRAPHIE – INTERPRÉTATION PROJET  
BERCEAU DU CANADA

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre du projet berceau du Canada divers travaux sont à faire et que le comité Berceau du Canada est responsable de mener à bien cette partie du projet;

CONSIDÉRANT QUE pour mener à bien l'interprétation, des équipements et du matériel pour faire le volet iconographie ont été achetés par le comité Berceau du Canada et les travaux d'impression seront faits par les ressources du comité;

CONSIDÉRANT les dépenses suivantes :

|  |             |
|--|-------------|
| -Imprimante Epson Stylus Pro 7900 – Lozeau : | 2 989.99 \$ |
| -31 cartouches d'encre – Lozeau :            | 4 942.38 \$ |

-Rouleau de papier et de toile pour impression – Vistek : 1 387.01 \$

CONSIDÉRANT QUE le total pour tous ces items est de 9 319.27 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise les dépenses citées plus haut pour le volet iconographique de l'interprétation du projet Berceau du Canada pour un montant d'au plus 9 319.27 \$ plus les taxes applicables.

QUE le montant soit imputé au règlement 1175-12.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 14-06-46

#### TRAVAUX ET ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA MISE EN PLACE DE L'INTERPRÉTATION – BERCEAU DU CANADA

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre du projet Berceau du Canada, divers travaux sont à faire et que le comité Berceau du Canada est responsable de mener à bien cette partie du projet;

CONSIDÉRANT QUE pour mener à bien l'interprétation, différents services et matériels ont dû être contractés et achetés;

CONSIDÉRANT les dépenses suivantes :

|  |          |
|--|----------|
| - Panneau d'information sur le site - Concept K :                | 125 \$   |
| - Reproduction de 3 drapeaux - Concept K :                       | 50 \$    |
| - Coloration d'un personnage- Concept K :                        | 100 \$   |
| - Conception Graphique – Ghislaine Roy :                         | 6 820 \$ |
| - Révision linguistique - Martine Hubert :                       | 227 \$   |
| - Traduction – Dane Boulay :                                     | 1 620 \$ |
| - Bureau et cadre - Daniel Synnott :                             | 125 \$   |
| - Matériel pour restauration d'Artefact – Fabien Sinnett :       | 500 \$   |
| - Location entrepôt pour travaux hivernaux :                     | 200 \$   |
| - Matériel pour aménagement sur le site (bois, vis, etc.) :      | 3 500 \$ |
| - Location camion cube pour transport du matériel d'exposition : | 1 000 \$ |
| - Essence pour génératrice :                                     | 250 \$   |

CONSIDÉRANT QUE le total pour tous ces items est d'au plus de 14 517 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise les dépenses citées plus haut pour la mise en place et l'organisation de l'interprétation du projet Berceau du Canada pour un montant d'au plus 14 517 \$ plus les taxes applicables.

QUE le montant soit imputé au règlement 1175-12.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.



RÉS. 14-06-47

DEMANDE DE LA COOPÉRATIVE JEUNESSE DE SERVICES  
DE GASPÉ

CONSIDÉRANT QUE la Coopérative Jeunesse de services de Gaspé sollicite le Conseil afin de lui accorder un budget pour divers menus travaux au niveau des espaces verts, notamment des travaux de peinture et de nettoyage ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer un protocole d'entente avec la Coopérative jeunesse de services pour un montant de 2 000 \$ pour la période estivale 2014, le tout sous réserve de l'approbation du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux de la Ville de Gaspé.

QUE le Service des travaux publics soit chargé de transmettre une liste de travaux à être réalisés au cours de l'été, le tout sous réserve de l'approbation du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux de la Ville de Gaspé.

QUE ce montant soit imputable au budget régulier pour les espaces verts.

RÉS. 14-06-48

PAIEMENT DE FACTURE # 22184 – ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.

CONSIDÉRANT QUE pour les chargeurs sur roues, on utilise plusieurs accessoires comme : gratte, souffleur, balai, etc.;

CONSIDÉRANT QU'une des composantes était mal adaptée;

CONSIDÉRANT QUE le remplacement par un nouveau modèle était nécessaire pour régler le problème;

CONSIDÉRANT la facture émise par Équipements Sigma inc. au montant de 3 875 \$ plus les taxes applicables ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement de la facture d'Équipements Sigma inc. au montant de 3 875 \$ plus les taxes applicables pour l'achat de la composante d'attache rapide.

QUE ce montant soit imputable au règlement # 1182-12.

RÉS. 14-06-49

CONTRAT DE NETTOYAGE PLAGE DE CAP-AUX-OS

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'octroyer un contrat pour l'entretien des toilettes, des gazébos et de la plage incluant les vidanges des poubelles;

CONSIDÉRANT QUE l'entrepreneur est tenu de fournir la main-d'œuvre et le matériel pour ces travaux;

CONSIDÉRANT QUE le prix soumis par Marché Cassivi et associés inc. pour cet entretien est de 2 425 \$ plus les taxes applicables pour la période comprise entre le 21 juin et le 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville de Gaspé octroie le contrat d'entretien de la toilette publique, des gazébos et de la plage de Cap-aux-Os à Marché Cassivi et associés inc. pour la période du 21 juin au 1<sup>er</sup> septembre 2014, pour un montant de 2 425 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense soit imputée au poste budgétaire 02-701-40-445.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer tous les documents requis.

RÉS. 14-06-50

#### INSTALLATION D'UN DOS D'ÂNE – RUE MARTIN

CONSIDÉRANT une demande d'installation d'un dos d'âne sur la rue Martin;

CONSIDÉRANT la présence d'un terrain de jeux dans ce quartier;

CONSIDÉRANT QUE l'installation d'un dos d'âne respecte les critères d'acceptation pour dos d'âne sur voie publique;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise la mise en place d'un nouveau dos d'âne sur la rue Martin non loin de l'aire du terrain de jeux.

RÉS. 14-06-51

#### PAIEMENT DES COMPTES

CONSIDÉRANT les dépenses reliées aux activités financières au montant de 89 258.39 \$;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

Et résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil autorise le paiement des dépenses reliées aux activités financières non autrement autorisées au montant de 89 258.39 \$.

Fonds d'administration : 89 258.39 \$

RÉS. 14-06-52

#### RENOUVELLEMENT D'UN PERMIS D'ARMES À FEU POUR ENTREPRISES

CONSIDÉRANT le Plan de gestion de la faune de l'aéroport Michel-Pouliot;

CONSIDÉRANT QU'une arme à feu doit être entreposée à l'aéroport Michel-Pouliot;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité doit nommer un représentant;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal autorise, conformément au Plan de gestion de la faune, l'entreposage de l'arme à feu de marque Remington, modèle 870 Express Magnum, numéro de série D597686A, à l'aéroport Michel-Pouliot, au 60 rue de l'Aéroport, à Gaspé, dans le but d'éloigner les oiseaux, les mammifères et les cervidés.

QUE le conseil municipal nomme monsieur Dave Ste-Croix, directeur des Services administratifs et de l'Aéroport Michel-Pouliot, comme représentant autorisé de l'entreprise à signer le permis d'utilisation et de possession de l'arme susdite.

RÉS. 14-06-53

#### ACHAT D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de procéder au renouvellement et à l'acquisition de postes informatiques;

CONSIDÉRANT la désuétude de ces postes et de la plateforme Windows XP qui n'est plus supportée;

CONSIDÉRANT les soumissions reçues de :

- MYG Informatique 12 487.00 \$ plus les taxes applicables
- Intellisoft 16 364.76 \$ plus les taxes applicables

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil accepte la soumission de MYG Informatique au montant de 12 487.00 \$ plus les taxes applicables pour l'achat de 15 postes de travail et de 6 moniteurs.

QUE cette dépense soit financée par le surplus non affecté.

RÉS. 14-06-54

#### VENTE DES LOTS 384-4, PARTIE ET 384-6, PARTIE, CANTON DE FOX – MATRICULE 0732-89-2812 ET ABROGATION DE LA RÉOLUTION 14-06-18

CONSIDÉRANT QU'un contribuable désire faire l'acquisition des lots 384-4, partie et 384-6, partie, canton de Fox (matricule 0732-89-2812);

CONSIDÉRANT QUE conformément à la politique de vente de propriétés municipales autres que les parcelles de route désaffectée, l'avis des services de la Ville a été sollicité et aucune objection n'a été soulevée;

CONSIDÉRANT QUE le terrain ne bénéficie pas de droit acquis à la construction ;

CONSIDÉRANT QUE conformément à la politique de vente susdite, ce terrain doit être offert aux voisins contigus avec un prix de départ ne devant pas être moindre que le prix de l'évaluation municipale ou du prix d'acquisition de l'immeuble concerné ;

CONSIDÉRANT QU'une partie des lots 384-4 et 384-6, Canton de Fox a déjà été vendue à Transport Dupuis et Dupuis inc. aux termes de la résolution 13-02-51 afin de procéder à la relocalisation de ce commerce de transport lourd ;

CONSIDÉRANT QU'il avait été convenu qu'il subsisterait une partie résiduelle de ces lots qui ne serait pas incluse dans la vente précitée afin de diminuer les impacts de cette relocalisation et de permettre aux voisins contigus, à l'exception de Transport Dupuis et Dupuis, de se porter acquéreur de cette partie résiduelles ;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'abroger la résolution 14-06-18 ;

CONSIDÉRANT QUE monsieur Germain Cloutier est le seul voisin contigu désirant acquérir ces lots et ce, pour la somme de 2 425 \$ ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal accepte de vendre à monsieur Germain Cloutier, un terrain vacant étant constitué des lots 384-4, partie et 384-6, partie, canton de Fox (matricule 0732-89-2812), pour un montant de 2 425 plus les taxes applicables.

QUE la vente soit faite sans aucune garantie légale, et aux risques et périls de l'acquéreur.

QUE l'acte de vente devra être signé avant le 29 août 2014.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

QUE la résolution 14-06-18 soit abrogée.

RÉS. 14-06-55

DEMANDE D'AUTORISATION D'ACTIVITÉS –  
FÊTE NATIONALE DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE –  
AUBERGE GRIFFON AVENTURE

CONSIDÉRANT les activités qui seront organisées pour la fête nationale de la Saint-Jean-Baptiste par l'auberge Griffon Aventure;

CONSIDÉRANT le règlement 736-99 de la Ville de Gaspé qui légifère le bruit sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE la fête se tiendra le 23 juin 2014 ;

CONSIDÉRANT QUE les activités débuteront à 20h00 pour se terminer à 3h00 ;

CONSIDÉRANT la vocation commerciale de l'entreprise ;

CONSIDÉRANT QUE l'exception de l'article 5.3 du règlement concernant les nuisances, ne s'applique pas aux commerces ;

CONSIDÉRANT QUE l'article 5.4 du règlement susdit n'a pas pour effet de libérer une personne de l'obligation de se conformer à la réglementation d'urbanisme en vigueur ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal avise l'auberge Griffon Aventure que le prolongement des heures pour activité n'est pas de juridiction de la municipalité.

RÉS. 14-06-56

ACCEPTATION D'UN PROJET D'AMENDEMENT  
AU RÈGLEMENT 1172-12  
(SECOND PROJET 1172-12-03)

IL est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le projet d'amendement au règlement 1172-12 décrit ci-après soit accepté :

Règlement 1172-12-03 :

Règlement amendant le règlement sur les usages conditionnels 1172-12 en :

- ajoutant l'article **2.8 DISPOSITIONS APPLICABLES POUR L'USAGE DE SERVICE DE RÉPARATION AUTOMOBILE (6411) DANS LA ZONE AF-121.**

RÉS. 14-06-57

ACCEPTATION D'UN PROJET D'AMENDEMENT  
AU RÈGLEMENT 1156-11  
(SECOND PROJET 1156-11-14)

IL est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le projet d'amendement au règlement 1156-11 décrit ci-après soit accepté :

Règlement 1156-11-14:

Règlement amendant le règlement de zonage 1156-11 en :

- Modifiant les usages autorisés dans la zone AF-121 afin d'y ajouter la possibilité d'accepter des usages conditionnels comme usages spécifiquement permis mais conditionnels au respect du règlement sur les usages conditionnels.

RÉS. 14-06-58

VENTE D'UNE PARTIE DU LOT 4 961 023,  
CADASTRE DU QUÉBEC – DÉMÉNAGE ET LIVRE TOUT INC.

CONSIDÉRANT QUE la compagnie « Déménage et livre tout inc. » désire se porter acquéreur d'un terrain dans le parc industriel des Augustines, étant une partie du lot 4 961 023, cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 3 477 m<sup>2</sup>;

CONSIDÉRANT le projet de construction soumis;

CONSIDÉRANT la proposition de lotissement préliminaire préparé par M. Jocelyn Villeneuve, directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de signer également une entente de préoccupation ;

CONSIDÉRANT QUE le prix de vente a été fixé à 30 000 \$, plus les taxes applicables ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville de Gaspé vende à « Déménagement et livre tout inc. » une partie du lot 4 961 023, cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 3 477 m<sup>2</sup>, correspondant à la parcelle en jaune sur un plan préparé par M. Jocelyn Villeneuve, directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement.

QUE le prix de vente soit fixé à 30 000 \$, plus les taxes applicables.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis et soient autorisés à inclure toute clause pertinente lors de la transaction, notamment celles mentionnées à l'article 5, de la politique municipale relativement à la vente et aux promesses de vente de terrains qui sont propriété de la Ville de Gaspé et situés dans le parc industriels.

QUE les frais d'arpentage relatif à la cadastration de ce lot et du résiduel, et de notaire soient à la charge de l'acquéreur.

QUE le bâtiment à construire avant le 31 décembre 2014, doit être conforme à la réglementation en vigueur à la Ville de Gaspé.

QUE pour être valide, cette offre doit être acceptée avant le 30 juillet 2014 et dans l'affirmative, l'acte de vente se devra d'être signé avant le 31 octobre 2014.

RÉS. 14-06-59

#### ACQUISITION DE SERVITUDES – ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX CÂBLÉS – RUE DE LA CATHÉDRALE

CONSIDÉRANT QUE le consultant de la municipalité pour le projet de réfection des infrastructures de la voirie, d'aqueduc et d'égout et de l'enfouissement des réseaux câblés sur la rue de la Cathédrale, soit la firme Génivar, a identifié un certain nombre de parcelle de terrain où la Ville doit établir une servitude;

CONSIDÉRANT le plan préparé par Hydro-Québec le 15 mars 2012 pour ces travaux d'enfouissement des services publics;

CONSIDÉRANT le mandat d'arpentage confié à M. Robert Connolly, arpenteur-géomètre afin d'établir les désignations cadastrales nécessaires à la préparation des actes de servitudes ;

CONSIDÉRANT QUE les partenaires à ce jour sont Hydro-Québec, Telus et Cogeco ;

CONSIDÉRANT QUE les propriétaires nommés aux termes de la présente résolution ont consenti à céder les immeubles requis aux conditions spécifiées ci-après ;

CONSIDÉRANT la résolution 12-02-76 ;

CONSIDÉRANT l'autorisation et engagement signé par le représentant de la compagnie 9076-2238 Québec inc., le 18 septembre 2012 ;

CONSIDÉRANT l'engagement pris par Éric Duguay et Chantal Samuel, faisant affaires sous la dénomination sociale « Duguay et Samuel, comptables agréés » aux termes d'un document signé sous seing privé le 15 janvier 2014 ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville de Gaspé procède aux acquisitions suivantes :

| Propriétaires :  | Lot :            | Objet :             | Superficie :         | Prix :    |
|--|------------------|---------------------|----------------------|-----------|
| Éric Duguay &<br>Chantal Samuel<br>Faisant affaires sous la<br>Dénomination Sociale<br>« Duguay et Samuel, comptables agréés » | 3 147 102 partie | Servitude<br>réelle | 246.6 m <sup>2</sup> | 10 000 \$ |
| Fabrique<br>de la Paroisse<br>St-Albert de Gaspé   | 3 147 100 partie | Servitude           | 120.9 m <sup>2</sup> | 1 \$      |

QUE le mandat de préparer les actes requis soit confié à Me Isabelle Simard, notaire.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

QUE les dépenses autorisées par la présente résolution soient imputées au règlement 1185-12.

RÉS. 14-06-60

APPUI À LA SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER DE LA GASPÉSIE –  
FINANCEMENT DE LA REMISE À NIVEAU  
DU RÉSEAU FERROVIAIRE

CONSIDÉRANT QUE la SCFG est propriétaire du réseau ferroviaire et qu'elle exploite ce réseau en ayant comme mission le maintien et la valorisation du chemin de fer en tant que support au développement socio-économique de la région ;

CONSIDÉRANT QUE le réseau ferroviaire de la Gaspésie a longtemps souffert de sous-investissement dans l'entretien lorsqu'il était la propriété de compagnies privées avec pour conséquence que plusieurs portions du réseau sont aujourd'hui en mauvais état et ont dû être fermées à la circulation ;

CONSIDÉRANT QUE les fonds requis pour la remise à niveau du réseau sont évalués à 107 M \$ sur une période de trois ans et que ces fonds permettront de réhabiliter l'ensemble de l'infrastructure ferroviaire entre Matapédia et Gaspé ;

CONSIDÉRANT QUE l'étude sur le potentiel commercial du réseau ferroviaire de la Gaspésie fait état de bonne perspective de rentabilité pour la SCFG et que ces perspectives seront améliorées lorsque le réseau sera entièrement remis en service ;

CONSIDÉRANT QUE l'étude sur le potentiel commercial fait état des retombées importantes générées par le réseau ferroviaire, autant pour les entreprises de la région que pour les gouvernements ;

CONSIDÉRANT QUE suite à la remise à niveau, une somme de 8 M \$ devrait être investie chaque année pour maintenir l'état de l'infrastructure et que la SCFG pourra y contribuer à hauteur de 50 % grâce aux surplus générés par l'exploitation ;

CONSIDÉRANT QUE les alternatives possibles à la remise à niveau (le démantèlement ou la mise en dormance) présentent un coût d'opportunité très élevé et qu'elles se traduiront inévitablement par la cessation définitive des services ferroviaires en Gaspésie ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé et la région doivent pouvoir compter sur un service ferroviaire efficace, sécuritaire et compétitif pour le bien-être de la population et pour supporter le développement économique ;

CONSIDÉRANT QUE la SCFG a déposé une demande d'aide financière de 107 M \$ aux gouvernements fédéral et provincial pour la remise à niveau du réseau entre Matapédia et Gaspé.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,  
ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal appuie la démarche de la SCFG auprès des gouvernements fédéral et provincial.

QUE le conseil municipal demande aux gouvernements fédéral et provincial de contribuer financièrement à la remise à niveau du réseau ferroviaire de la Gaspésie.

RÉS. 14-06-61

#### INVESTISSEMENTS AU PAVILLON HÔTEL-DIEU DE GASPÉ

CONSIDÉRANT QUE le Pavillon Hôtel-Dieu de Gaspé a été construit en 1972 et que depuis cette date, aucune rénovation majeure n'a été effectuée;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec a annoncé une autorisation de 14 M \$ pour la rénovation du Pavillon Hôtel-Dieu de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE le programme fonctionnel et technique (PFT) qui devait être élaboré par le CSSS de la Côte-de-Gaspé est presque terminé ;

CONSIDÉRANT QUE suite à l'élaboration de ce PFT, des éléments se sont ajoutés et ont modifié le projet de rénovation ce qui augmente le coût du projet;

CONSIDÉRANT QUE les rénovations concernent maintenant le département des soins intensifs, l'urgence, le bloc opératoire et la stérilisation;



CONSIDÉRANT QUE les besoins cliniques démontrent l'importance de mettre aux normes l'aménagement de ces différents départements;

CONSIDÉRANT QUE ces besoins cliniques ont été validés par l'Agence de Santé et des Services sociaux (ASSS) et le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal de la Ville de Gaspé reconnaisse les besoins du personnel du Pavillon Hôtel-Dieu de Gaspé en termes d'équipements et d'aménagement de leur espace de travail.

QUE le conseil municipal appuie le CSSS de La Côte-de-Gaspé dans ses démarches pour accélérer le processus de réalisation du PFT.

QUE le conseil municipal demande au ministère d'autoriser le projet de rénovation du Pavillon Hôtel-Dieu de Gaspé.

RÉS. 14-06-62

#### ATTRIBUTION D'UN POSTE ANNUEL DE COMMIS-MAGASINIER

CONSIDÉRANT le processus d'affichage interne (convention CSN) réalisé dans le but de combler ce poste;

CONSIDÉRANT QUE deux personnes salariées syndiquées CSN ont postulé et que la personne salariée la plus ancienne s'est désistée et que la deuxième répond aux exigences du poste;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal procède à l'engagement de monsieur Gaétan Girard au poste annuel de commis-magasinier, et ce, à partir du 17 juin 2014.

QUE ce dernier démissionne par le fait même de son poste saisonnier d'été de journalier qu'il détenait auparavant.

QUE la dépense salariale soit imputée au code budgétaire 02-320-00-141.

RÉS. 14-06-63

#### ATTRIBUTION D'UN POSTE SAISONNIER D'ÉTÉ DE JOURNALIER (D'UNE DURÉE PRÉVUE DE 27 SEMAINES ANNUELLEMENT)

CONSIDÉRANT le processus d'affichage interne (convention CSN) réalisé dans le but de combler ce poste;

CONSIDÉRANT QUE cinq personnes salariées syndiquées CSN ont postulé et que la personne salariée la plus ancienne répond aux exigences du poste;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal procède à l'engagement de monsieur Azellus Poirier au poste saisonnier d'été de journalier (durée prévue de 27 semaines par année), et ce, à partir du 30 juin 2014.

QUE ce dernier démissionne par le fait même de son poste de journalier-préposé à la balance et contrôleur qu'il détenait auparavant.

QUE la dépense salariale soit imputée au code budgétaire 02-320-00-141.

RÉS. 14-06-64

ATTRIBUTION D'UN POSTE SAISONNIER D'ÉTÉ  
DE JOURNALIER (D'UNE DURÉE PRÉVUE DE  
22 SEMAINES ANNUELLEMENT)

CONSIDÉRANT le processus d'affichage interne (convention CSN) réalisé dans le but de combler ce poste;

CONSIDÉRANT QUE trois personnes salariées syndiquées CSN ont postulé et que la personne salariée la plus ancienne répond aux exigences du poste;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal procède à l'engagement de monsieur Perry Gagné au poste saisonnier d'été de journalier (durée prévue de 22 semaines par année), et ce, à partir du 30 juin 2014.

QUE ce dernier démissionne par le fait même de son poste saisonnier d'été de journalier (durée prévue de 14 semaines) qu'il détenait auparavant.

QUE la dépense salariale soit imputée au code budgétaire 02-701-58-141.

RÉS. 14-06-65

ATTRIBUTION D'UN POSTE SAISONNIER D'ÉTÉ  
DE JOURNALIER (D'UNE DURÉE PRÉVUE DE  
14 SEMAINES ANNUELLEMENT)

CONSIDÉRANT le processus d'affichage interne (convention CSN) réalisé dans le but de combler ce poste ;

CONSIDÉRANT QUE deux personnes salariées syndiquées CSN ont postulé et que la personne salariée la plus ancienne répond aux exigences du poste;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal procède à l'engagement de monsieur Raymond Riffou au poste saisonnier d'été de journalier (durée prévue de 14 semaines par année), et ce, à partir du 30 juin 2014.

QUE ce dernier démissionne par le fait même de son poste saisonnier d'hiver de préposé d'aréna-journalier-préposé à la balance) qu'il détenait auparavant.

QUE la dépense salariale soit imputée au code budgétaire 02-320-00-141.

RÉS. 14-06-66

OUVERTURE D'UN POSTE TEMPORAIRE D'AMÉNAGISTE  
À LA DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

CONSIDÉRANT l'absence d'un an prévue pour la coordonnatrice de l'urbanisme, et ce, à compter du début septembre 2014;

CONSIDÉRANT QU'en révisant les besoins de remplacement pour cette année-là et l'importance d'une transition adéquate pour la direction;

CONSIDÉRANT QUE le besoin du directeur serait surtout de le supporter dans la révision du plan d'urbanisme et de travailler divers dossiers d'aménagement et de travaux publics devant être préparés et mis à jour;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal adopte la description de fonction d'aménagiste et autorise la Direction générale à procéder à l'ouverture du poste cadre pour une durée maximale d'un an.

QUE la dépense salariale soit imputée au code budgétaire : 02-610-00-141.

RÉS. 14-06-67

AVIS DE MOTION

Le conseiller Patrice Quenneville donne avis qu'il sera présenté à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement amendant le règlement sur les usages conditionnels 1172-12 en ajoutant l'article 2.8 DISPOSITIONS APPLICABLES POUR L'USAGE DE SERVICE DE RÉPARATION AUTOMOBILE (6411) DANS LA ZONE AF-121). Le texte de ce règlement est remis à chacun des membres du Conseil présents à cette séance et autorisation est accordée de dispenser la lecture de ce règlement à son adoption selon l'article 356 de la Loi sur les cités et villes.

RÉS. 14-06-68

AVIS DE MOTION

Le conseiller Patrice Quenneville donne avis qu'il sera présenté à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement amendant le règlement de zonage 1156-11 en modifiant les usages autorisés dans la zone AF-121 afin d'y ajouter la possibilité d'accepter des usages conditionnels comme usages spécifiquement permis mais conditionnels au respect du règlement sur les usages conditionnels. Le texte de ce règlement est remis à chacun des membres du Conseil présents à cette séance et autorisation est accordée de dispenser la lecture de ce règlement à son adoption selon l'article 356 de la Loi sur les cités et villes.

RÉS. 14-06-69

ACCEPTATION PROCÈS-VERBAL  
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME  
RÉUNION DU 10 JUIN 2014

IL est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 juin 2014 soit accepté avec ses recommandations.

RÉS. 14-06-70

#### AVIS DE MOTION

Le conseiller Ghislain Smith donne avis qu'il sera présenté à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement décrétant l'ouverture du prolongement de la rue de l'Envol constituée du lot 4 915 821, cadastre du Québec.

RÉS. 14-06-71

#### ADOPTION DU RÈGLEMENT 1243-14

CONSIDÉRANT QUE les membres du Conseil déclarent avoir reçu copie du présent règlement deux jours juridiques avant ce jour, en avoir fait la lecture, en dispensent la lecture et de ce fait selon l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, il n'est pas requis d'en faire publiquement la lecture;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le règlement portant le numéro 1243-14, règlement décrétant l'ouverture de la rue de l'Escale constituée des lots 5 369 846, 5 369 847, 5 369 841 et 5 369 844, cadastre du Québec, et décrétant des travaux pour la pose de conduites d'aqueduc, soit adopté.

RÉS. 14-06-72

#### APPUI À L'AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES DU CENTRE DE SKI MONT BÉCHERVAISE

CONSIDÉRANT le projet d'amélioration des infrastructures du centre de ski Mont-Béchervaise déposé par l'organisme gestionnaire de celui-ci;

CONSIDÉRANT l'appui manifesté par le milieu à l'égard de ce projet;

CONSIDÉRANT l'importance de ce projet pour le maintien et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens de la Ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE ce projet nécessite l'appui financier de la Ville de Gaspé et des partenaires de la municipalité et du centre de ski;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal de Gaspé appuie le projet d'amélioration des infrastructures du Mont Béchervaise et confirme son intention d'y participer financièrement suite à la confirmation d'une contribution substantielle des autres partenaires financiers dans le projet.

RÉS. 14-06-73

#### ENGAGEMENT D'UN SOUDEUR-ÉTUDIANT – ÉTÉ 2014

CONSIDÉRANT l'ouverture à l'externe d'un poste de soudeur-étudiant pour travailler à la Ville de Gaspé pour l'été 2014;

CONSIDÉRANT le choix unanime du comité de sélection;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise l'engagement de monsieur Jean-Philippe Bernatchez pour le poste de soudeur-étudiant à temps complet pour travailler à l'été 2014 pour la Ville de Gaspé.

QUE le salaire horaire versé soit celui prévu à la politique d'embauche du personnel journalier-étudiant.

QUE la dépense salariale soit imputée aux codes budgétaires 02-320-00-140 (70%), 02-413-00-141 (15%) et 02-415-00-141 (15%).

RÉS. 14-06-74

#### INVESTISSEMENT – CHEMINS FORESTIERS

CONSIDÉRANT l'état de certains chemins forestiers;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'affecter une somme pour procéder à des réparations mineures sur certains chemins forestiers du territoire de la Ville;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal alloue une somme de 60 000 \$ à la Direction des travaux publics pour procéder à diverses réparations sur des chemins forestiers de son territoire.

QUE la Direction des travaux publics doit établir une liste des priorités de travaux et la présenter au conseil municipal avant la réalisation de ceux-ci.

QUE la dépense soit imputée au surplus non affecté.

RÉS. 14-06-75

#### DEMANDE AU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC – RÉFECTION DE LA MONTÉE DE POINTE-NAVARRRE

CONSIDÉRANT les diverses fermetures de la traverse de St-Majorique au cours d'une année, et notamment lors de la période hivernale;

CONSIDÉRANT QU'alors, la circulation est détournée vers un chemin de détour propriété de la Ville de Gaspé, soit la montée de Pointe-Navarre;

CONSIDÉRANT QU'une bonne partie de ce chemin est peu utilisée habituellement;

CONSIDÉRANT QUE ce chemin n'a pas été construit pour le passage de véhicule lourd;

CONSIDÉRANT l'utilisation de plus en plus fréquente de ce détour lors de la fermeture de la traverse de St-Majorique, propriété du ministère des Transports du Québec;

CONSIDÉRANT le nombre de plaintes adressées à la Ville de Gaspé par les usagers du détour concernant l'état de la montée de Pointe-Navarre;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de procéder à des réparations mineures et à du rapiéçage mécanisé sur certaines sections de la montée de Pointe-Navarre;

CONSIDÉRANT QUE certaines sections de la montée de Pointe-Navarre sont plus utilisées par les usagers du détour lors de la fermeture de la traverse de St-Majorique que par les usagers du secteur;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de demander une participation au coût des travaux de réfection au ministère des Transports du Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Patrice Quenneville,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal demande au ministère des Transports du Québec de participer financièrement aux travaux de réfection de la montée de Pointe-Navarre, notamment en ce qui concerne aux réparations mineures et au rapiéçage mécanisé de certaines sections.

QUE le directeur général et/ou le Maire soient mandatés pour faire les représentations nécessaires auprès du ministère des Transport du Québec.

RÉS. 14-06-76

#### ENTENTE AVEC LE MUSÉE DE LA GASPÉSIE

CONSIDÉRANT QUE le Musée de la Gaspésie a déposé auprès de la Ville de Gaspé une demande d'aide financière accompagnée d'un plan de visibilité offrant plusieurs possibilités;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé a fréquemment besoin de louer des salles pour diverses activités;

CONSIDÉRANT QUE le Musée de la Gaspésie et la Ville de Gaspé ont négocié une entente qui dépassait le cadre dudit plan de visibilité, notamment en ce que la visibilité offerte soit substituée par un équivalent en location de salles;

CONSIDÉRANT QUE l'entretien de la Place François-Mitterrand est exécuté par le Musée de la Gaspésie, mais compensé par la Ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT la demande du Musée de la Gaspésie afin que la Ville de Gaspé s'engage à verser les sommes suivantes pour les années 2014, 2015 et 2016 :

- L'entretien de la Place François-Mitterrand : 1 300 \$
- Renouvellement de la location du Hall Hydro-Québec : 1 000 \$
- Tenue des activités locales de causeries et d'animations : 1 000 \$

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire de verser pour l'année 2014 uniquement, une somme de 500 \$ au Musée de la Gaspésie pour la réparation des bris sur la Place François-Mitterrand, soit le remplacement des drapeaux et l'installation de nouveaux supports;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accepte de verser une somme annuelle de 2 300 \$ au Musée de la Gaspésie pour les années 2014, 2015 et 2016, afin de couvrir les dépenses suivantes :

- L'entretien de la Place François-Mitterrand : 1 300 \$
- Renouvellement de la location du Hall Hydro-Québec : 1 000 \$

QUE le conseil municipal accepte de verser pour l'année 2014, une somme de 500 \$ au Musée de la Gaspésie pour la réparation des bris sur la Place François-Mitterrand, soit pour le remplacement des drapeaux et l'installation de nouveaux supports.

QUE l'entente soit signée par le Maire et la Greffière.

QUE la dépense de 2 800 \$ pour l'année 2014 soit imputée au surplus non affecté et que la dépense de 2 300 \$ pour les années 2015 et 2016 soit incluse au budget des années 2015 et 2016.

NOTE

DÉPÔT PÉTITION - RÉPARATIONS SUR LA ROUTE D'ACCÈS DES 4<sup>E</sup> ET 53 RANG À DOUGLASTOWN.

Quarante-trois (43) citoyens ont signé une pétition demandant à la Ville d'effectuer des réparations sur la route d'accès des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> rang à Douglastown.

RÉS. 14-06-77

FERMETURE DE LA SÉANCE

À 20 h 45, aucune question n'étant posée, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la séance soit fermée.

\_\_\_\_\_  
MAIRE

\_\_\_\_\_  
GREFFIÈRE